

“Les femmes s'organisent et luttent
contre leur oppression, leur double
exploitation”

CNP



Prix: 3f. 2 n° 6

octobre 76

Edm

un journal ouvert à l'expression des groupes-femmes

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les femmes luttent, ni qu'elles décrivent l'oppression, mais c'est d'aujourd'hui que les femmes se regroupent pour lutter consciemment contre leur oppression, leur double exploitation.

Si la question des femmes est désormais d'actualité, le regroupement des femmes entre elles, exprime que l'oppression se nourrit trop profondément du système capitaliste et patriarcal, pour qu'il suffise d'en parler et que ça passe.

AUSSI NOTRE PROJET N'EST-IL PAS DE DECRIRE L'OPPRESSION MAIS D'ETRE UNE EXPRESSION DES FEMMES QUI SE REGROUPENT ET QUI LUTTENT

Je veux lutter contre moi-même, moi instrument quotidien de mon oppression, je veux lutter contre l'aveuglement qui m'arrange.

Je veux lutter avec d'autres femmes.

Cela ne signifie pas que le regroupement des femmes tient lieu de libération, mais qu'il est le lieu conscient où la lutte contre mon oppression passe par la lutte contre toutes les formes d'oppression.

NOUS SERONS DONC UNE EXPRESSION DES GROUPES DE FEMMES QUI PENSENT ET QUI AGISSENT, QUI SONT ET QUI FONT, DES GROUPES DE FEMMES QUI LUTTENT CONTRE LEUR PASSIVITE INDIVIDUELLE COLLECTIVISEE, DES GROUPES DE FEMMES PAS NECESSAIREMENT PERMANENTS, MAIS AUSSI NES A L'OCCASION D'UNE GREVE, D'UNE LUTTE REVENDICATIVE LOCALE

D'UNE PRISE DE CONSCIENCE, DES GROUPES-FEMMES QUI TOURNENT EN ROND.

Nous n'avons pas l'intention de trier ce qui serait valable de ce qui ne le serait pas.

Cette conception rigide entraîne à juger valable uniquement ce qui se voit.

nous rendrons compte des tâtonnements et des hésitations

nous voulons aussi rendre compte de ce questionnement sur notre réalité, sur notre identité :

NOUS SOMMES LES FILLES DU FEMINISME, ET DU MOUVEMENT OUVRIER, C'EST A DIRE D'UN COUPLE QUI S'EST TOUJOURS COMBATTU ET NIE.

ET NOUS TANGUONS DE L'UNA L'AUTRE, A LA RECHERCHE D'UNE COHERENCE

Il m'empêche que le lien conscient que nous entretenons avec le mouvement ouvrier, et qui passe pour certaines d'entre nous, par des liens organisés d'une certaine manière nous fagonne.

Nous tenterons de le préciser.

Nous essaierons pour cela, de donner la parole à tous les courants, que ce soit par leur collaboration directe au comité de rédaction, ou par leurs articles.

Nous, l'équipe de rédaction, ne sommes pas un regroupement de femmes qui prétendent écrire et penser sur tout. NOUS NE PRENDONS PAS CE POUVOIR

NOTRE PROJET EST DE DEMANDER AUX FEMMES QUI LUTTENT DE RACONTER LEURS EXPERIENCE, LE JOURNAL EST OUVERT A L'EXPRESSION DE TOUS LES GROUPES FEMMES ... AFIN QUE SE CONSTITUE UNE MEMOIRE DU MOUVEMENT.

sommaire

avortement-contraception page 3, 4, 5
avortement et sexualité page 6
avortement en Allemagne page 7
criminalisation des centres de ♀ en R.F.A page 8, 9
l'école des femmes page 10, 11
les petites filles page 12, 13, 14, 15
lettres d'Argentine page 16
il est question des femmes page 17
du côté des groupes femmes parisiens page 18, 19, 20, 21
et si l'on tentait de reconstituer notre histoire page 22, 23
le sport au féminin page 24, 25, 26, 27
et bien sûr, le me revendique homosociale page 28, 29
la rencontre internationale page 30
la rentrée c'est le coup de barre page 31

pour nous écrire :

b.p. 25 75 860

paris cedex 18

pour nous contacter :

une date : mardi 19 octobre à 19h15
à la faculté de Jussieu à
Paris (tour 46 1^{ère} à droite
sur le parvis) métro Jussieu.

pour souscrire ou
s'abonner :

c.c.p. 34 11 736

directrice de publication. M. Descolonges

AVORTEMENT en FRANCE

* * * * *

La situation de la femme qui veut avorter est aussi dramatique après le vote de la loi.

Combien sommes-nous aujourd'hui qui arrivons à trouver un toubib qui accepte de pratiquer l'interruption avant que n'expire le délai de 10 semaines ?

Comment se présente donc la situation dans les hôpitaux publics d'une part et privés d'autre part.

Si on consulte les statistiques des hôpitaux parisiens, on remarque avec stupeur que seuls 7 d'entre eux « acceptent » d'appliquer la loi. Le tableau ci-dessous nous permet d'avoir un aperçu de la situation

Hôpital	Nombre d'avortements pratiqués par semaine	Coût de l'intervention	Durée de l'hospitalisation	Délai pour demande d'intervention
Boucicault	7 et 8	700 F	48 H	15 jours
Cochin	10	600 F	24 H	
Port Royal	10	600 ou 700 (selon curetage)	24 ou 48 H	
St Antoine	15 à 20	400 ou 700 (ou pas)		
Hôtel Dieu	1 à 5	700	48 H avec curetage	
Thenon	18	700		
Beaujon	20		36 H	

Rien d'étonnant que Bichat et Lariboisière ne soient pas sur la liste : les responsables du service gynéco-maternité sont des militants de « laissez-les vivre ».

Il faut savoir aussi qu'il y a une sectorisation des hôpitaux, que ceux-ci ne peuvent prendre que les femmes qui résident dans leur secteur géographique. Une première conclusion donc s'impose : seules les femmes concernées par les secteurs géographiques de ces 7 hôpitaux ont la possibilité à Paris de se faire avorter dans un hôpital public. Thenon et Beaujon font une exception dans la mesure où ils prennent en priorité les femmes appartenant à leur secteur puis les autres s'ils ont suffisamment de lits.

Une fois ces limites posées, il faut être considéré par l'administration comme un « cas social » si

l'on « a la chance » de bénéficier de ses « services », il faut pouvoir s'absenter 48 H (problèmes des mineurs qui ne peuvent s'absenter sans éveiller les soupçons de la famille gardienne de sa virginité, et à qui il faut en cas d'hospitalisation et d'anesthésie une décharge des parents pour la tranquillité de l'administration), ne pas être étrangère sans papiers et sans domicile fixe, savoir que si on veut rester dans les limites du délai, il faut entreprendre les démarches au plus tard 5 semaines après le 1^{er} jour des dernières règles, qu'il faut trouver le toubib « sauveur », chose des plus difficiles car celui-ci peut en son âme et conscience décider s'il accepte ou non de pratiquer l'intervention. S'il refuse une clause de la loi stipule qu'il doit remettre à sa « patiente » qui n'en peut plus de patienter, une liste de



docteurs qui « osent » ou qui trouvent très lucratif d'accepter. Mais quelles sont les femmes qui sont au courant de cette clause ? Dans la majorité des cas, ils refusent purement et simplement en nous envoyant à la figure leur mépris, leur haine (toutes des putains) tentant par tous les moyens de nous culpabiliser et de nous faire revenir sur notre décision y compris le chantage (à celle-ci qui en a déjà eu 4 : « Ecoutez, soyez raisonnable, gardez celui-ci et au moment de votre accouchement, je vous ligaturerai les trompes »).

Enfin, ça y est, on l'a trouvé ; le toubib qui « veut bien » nous enlever cet embryon de « vie » que l'on refuse de toutes nos forces parce que rien ne nous avait permis de décider si on le voulait, qu'il nous était imposé !... et on n'a pas dépassé le délai...

C'est alors qu'il faut subir les séances de dissuasions que la loi nous impose chez un psychologue, des fois qu'on qu'on aurait quand même envie de le garder ! Ce psychologue qu'on doit payer de notre poche, nous met au courant des possibilités d'abandon de l'enfant : oui, on nous demande seulement de le pondre, et après on peut l'abandonner !... Oui, l'Etat « peut » aussi nous aider à « l'élever » si ce sont nos conditions matérielles qui nous poussent à cette extrémité, mais cette aide on l'aura dans certains cas seulement ; enfin, on n'est pas obligé de renoncer dans la minute même ! On nous impose pour cela un autre délai de 8 jours (quand on sait la vitesse à laquelle se multiplie les cellules dans notre utérus, et que plus le temps passe, plus l'avortement mettra notre vie en danger surtout après les 10 semaines).

Nous revoilà donc 8 jours plus tard munie du certificat du psychologue. Il ne reste plus qu'à prendre rendez-vous pour l'avortement lui-même, de choisir ou non l'anesthésie et la méthode.

En ce qui concerne techniques d'interruption de grossesse, le « grand curetage » sous anesthésie générale est toujours employé dans 10 % des cas dans les hôpitaux publics (au moins 50 % dans les cliniques privées parce que plus rentable).

On y préfère la méthode d'aspiration classique suivie d'un curetage, toujours sous anesthésie générale. On est loin des possibilités d'utilisation de la méthode Karman qui, par les discussions qui ont lieu entre la femme qui avorte et ceux qui l'aide à pratiquer l'intervention, permet à la femme de dédramatiser la situation donc de se déculpabiliser et de prendre en charge même techniquement son avortement, ce qui devrait entraîner une prise de conscience de l'utilisation que la société fait de son corps, qui lui a toujours été étranger, et de sa sexualité qu'on lui a appris à envisager uniquement sous l'angle de maternités imposées. Mais cette pratique de la méthode nécessite un personnel nombreux, disponible, qui aurait déjà élaboré une réflexion sur les rapports médecin/malade,

c'est-à-dire sur les rapports qui existent entre celui qui a le pouvoir incontesté du savoir et celui/celle qui remet son corps/objet entre les mains de la science. C'est pour conserver ce type de rapport très lucratif, que l'ordre des médecins persiste à garder son pouvoir de refuser l'avortement en brandissant l'étendard de « laissez-les-vivre ». Soulignons la lutte que mènent actuellement un certain nombre de médecins pour la dissolution de l'ordre et pour que la médecine soit au service des travailleurs et des travailleuses, et non plus au service du capital.

Ordre pétainiste des médecins, où tous ne sont pas d'accord avec tous, d'ailleurs, car comment renoncer au super-profit que représente l'avortement pour ces messieurs qui dirigent des cliniques privées ? Qui refuse l'avortement à une femme en consultation dans les hôpitaux pour lui conseiller de venir les voir dans leur clinique privée où justement il y a un lit de libre...

Le tableau ci-dessous, nous donne une idée des écarts qui existent entre les tarifs pratiqués dans les hôpitaux et ceux pratiqués dans les cliniques privées.

Néanmoins, la loi ayant prévu le truc, restreint le nombre d'interruptions volontaires de grossesse dans ces cliniques au quart du total des actes chirurgicaux et obstétricaux, et cela afin d'éviter, paraît-il qu'elles ne se transforment en avortoirs : le nombre moyen de grossesse (IG) par établissement hospitalier privé est de 4 à 10 par semaine (à partir du chiffre connu pour 45 cliniques privées), minimum 1 par semaine, maximum 10 par semaine. Répartition hebdomadaire variable : de 1 interruption de grossesse par jour à 10 bloquées en une seule demi-journée...

Est-il utile de rappeler qu'il ne sera pas remboursé un centime sur les sommes versées. Non seulement l'avortement n'est pas libre, mais en plus du fait de sa non-gratuité, de son non-remboursement par la SS, il maintient l'inégalité des femmes devant l'avortement : ce seront toujours les mêmes qui ne pourront pas avorter avec le

Hôpitaux publics :		
moyenne	minimum demandé	maximum demandé
630F.	300F.	1000F.
soit dans 70 % des cas entre 600 et 1000 F		
Hôpitaux privés, cliniques et cabinets médicaux :		
moyenne	minimum demandé	maximum demandé
830F.	300F.	2000F
soit dans 70 % des cas entre 400 et 700 F.		
dans 15 % des cas entre 1200 et 2000 F.		
Il est très souvent exigé qu'une grande partie de cette somme soit versée de la main au patricien, on devine pourquoi...		



CONTRE LE TRAFIC FINANCIER

GRUPE FEMMES SÉCURITÉ SOCIALE

« Arrêtez à moi, les femmes en détresse ! »

« Je suis contre l'avortement, mais ça rapporte gros ! »

UNE SEULE SOLUTION = LE REMBOURSEMENT PAR LA SÉCU !



Nous pensons qu'aujourd'hui, la lutte pour l'application de la loi Veil passe principalement à travers l'exigence de centres d'orthogénie, centres sociaux où toutes les femmes pourraient trouver les moyens de prendre en charge leurs propres problèmes liés à la maternité, ou au refus de maternité, à la sexualité.

Déjà dans de nombreuses entreprises, et en liaison avec les syndicats ouvriers et le planning familial, des travailleuses ont revendiqué la création de tels centres.

Dans des groupes de femmes de quartiers cette nécessité apparaît de plus en plus grande.

Nous tenterons, dans le prochain numéro des Pétroleuses de faire le point sur cette question.

NATHALIE.

maximum de sécurité de leur côté, parce que n'ayant pas les moyens financiers pour cela. La loi prévoit que seuls pourront être remboursés dans certains cas seulement des frais considérés comme annexes tels que les frais de laboratoire, de consultation avant et après l'intervention.

Plus que jamais, nous devons nous battre pour que notre mot d'ordre « avortement libre et gratuit pour toutes, mineurs et immigrées » soit une réalité, pour que nous appropriions un corps une sexualité qu'on nous avait appris à valoriser à travers des maternités possibles que celles-ci soient désirées ou non. Rien d'étonnant à ce que l'information ne matière de contraception soit dans l'immense majorité des cas seulement effleurée ou tout simplement oubliée, à la suite de l'avortement.

En effet, dans plus de 85 % des hôpitaux publics où l'avortement est possible, cette information est réduite à sa plus simple expression et souvent il n'y en a pas. Quant aux hôpitaux privés, ceux-ci ne la font pas. Il est évident que si nous nous battons pour que l'avortement soit libre et gratuit, il ne s'agit pas d'en faire un moyen contraceptif comme un autre, car même effectué dans les conditions maxima de sécurité psychologique, celui-ci reste un traumatisme. C'est pourquoi parallèlement à notre lutte pour l'avortement, nous devons nous battre pour qu'une information la plus large possible soit faite sur les différents moyens contraceptifs, que ce soit à l'école, dans les entreprises, dans les hôpitaux, partout où les femmes travaillent, se rencontrent, luttent.



UNE ADRESSE A PARIS : COLLECTIF DES GROUPES FEMMES
34, RUE VIEILLE DU TEMPLE 75004

suite de l'article de la page 6

L'avortement n'est pas un avatar de la sexualité. S'il y avait sexualité, il n'y aurait quasiment plus d'avortement-échec d'une contraception. L'avortement, actuellement n'est qu'une façon supplémentaire de se punir et de payer le fait d'avoir un corps de femme.

Le petit semblant de choix qui consiste à ne pas payer un enfant supplémentaire, non désiré, le fait de n'avoir pas su dire non, passivité, avant n'est pas un choix proprement parler.

Il n'est que l'aboutissement d'une longue mystification dont nous ne sommes pas prêtes à nous distancier.

Le fait de ne pas nous enfoncer de manière aliénante, n'est pas encore la désaliénation, quand nous aurons une sexualité, nous n'aurons plus que les avortements, que la limite de la recherche scientifique, concernant les femmes, nous aura obligé à faire.

Marie-Hélène

AVORTEMENT ET SEXUALITE

Qu'est ce que la sexualité pour la femme ?

jusqu'à présent une partie des analystes, et Freud, ont fait de la sexualité féminine un renoncement, un plaisir tiré de l'abandon du désir du pénis, plaisir teinté de masochisme, autre élément clé du mythe de la sexualité féminine.

Pour la société, comme pour les analystes le corps de la femme, son fonctionnement sont une énigme, un « continent noir ».

On en parle, mais elle n'en parle pas, ou si récemment.

La femme n'a pas encore une place de sujet à part entière, une identité propre.

Elle est définie, elle ne se définit pas.

Elle est objet de désir, elle doit être passive.

Plus totalement confinée au foyer, mais avec cette juste particularité, mais avec juste cette part d'activité qu'on lui concède, pour être à la hauteur du surcroît des « tâches » qui lui incombe.

Néanmoins elle doit rester, belle, désirable appelant le désir, style *Cosmopolitan*.

Sexualité niée, ou sexualité récupérée, la femme s'y perd. On lui dit sexuellement « ça va ». Elle répond « oui ».

Vous avez du plaisir ?

Non dit-elle.

Pour ne pas se conformer à la mystification, à l'image qu'on donne d'elle, il lui faut une énergie farouche, énergie qui ne peut que s'appuyer sur la conscience d'une identité, d'une unité, d'une autonomie.

On en est loin.

Et l'avortement va s'inscrire dans cette chaîne d'écrans, d'occultation, de passivité, de silence.

« Ça vous ennuie d'avorter ? » je leur demande

« Non » répondent-elles, pour la plupart.

Comme si, c'était évident, cette atteinte à leur intégrité corporelle et à leur espace intérieur (pourtant considéré comme beaucoup comme les définissant) devait rejoindre, sans discours, et sans prise de conscience le creuset que leur corps refuse, de leur désir nié, de leur parole annulée.

Nous voulons que la libéralisation de l'avortement soit le début d'une prise en charge de la femme, par elle-même.

Prise en charge, de sa contraception, des conséquences que cela implique, prise en charge de son refus ou désir d'une maternité.

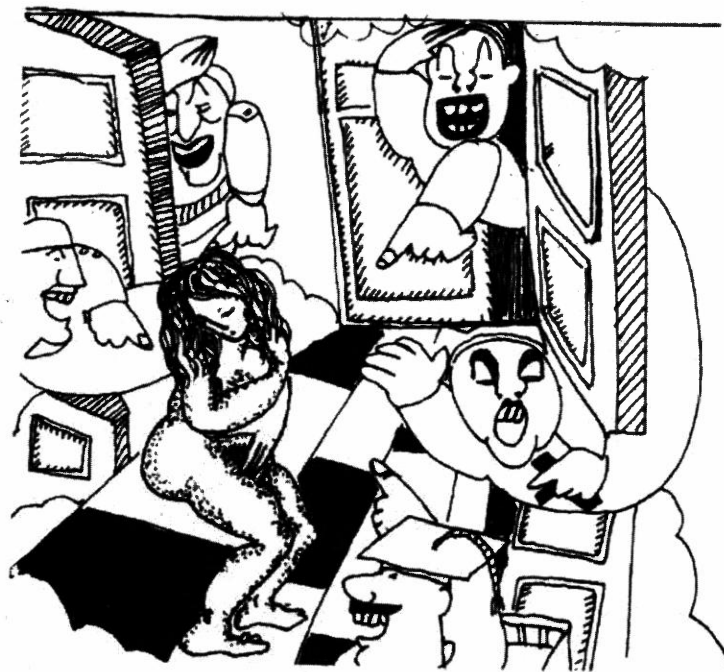
Il était urgent et indispensable de supprimer ce traumatisme invalidant et inutile de la recherche angoissée d'une adresse, d'un avortement dans un contexte au maximum culpabilisant et dramatique.

Tout ceci pourrait en soi-même porter une atteinte irrémédiable à la vie sexuelle d'une femme.

Néanmoins il apparait, que le chemin conduisant de ce refus à la prise de conscience de son corps, de son identité de sujet à part entière, n'est pas encore parcouru par la majorité d'entre nous.

L'avortement, atteinte évidente à l'intégrité corporelle est obligatoirement un traumatisme, surtout chez la femme, dont on mythifie le corps reproducteur.

Ce traumatisme ne pourra être refusé que par celles qui auront pris conscience de leur désir, donc d'un choix, donc de la possibilité d'un refus.



Viviane violée
par son patron.

En mai dernier Viviane
a été violée par son
patron. Elle a porté
plainte. On pouvait s'attendre
à voir son patron passer en
procès... mais...

Le 11 octobre se tient
à la 10^e chambre correc.
tionnelle de Gertel les
procès de Jean Paul "Son
fiancé" à 14h et de Viviane
en huit des le matin.
pour coups et blessures...

procès de Viviane
en huit des le
11.10.76

AVORTEMENT en R.F.A.



● Le paragraphe 218, qui régit la loi d'interdiction de l'avortement en Allemagne date de 1871 (Fondation de l'Empire d'Allemagne) !

Déjà sous la République de Weimar, un assez fort mouvement de lutte contre la répression de l'avortement avait existé, et même soutenu par le Parti communiste allemand.

● C'est en 1970, à nouveau que la lutte reprit. De nombreux groupes de femmes se sont constituées, de multiples actions en faveur de la libération de l'avortement et l'abrogation du P 218 ont été menées : discussions ouvertes, théâtre de rue, manifestations, consultations pour les femmes des grandes villes.

En 1971, 300 femmes connues du grand Public ont déclaré avoir avorté. L'appel paru dans le magazine Stern. De nombreux médecins se sont alors publiquement déclarés solidaires de la lutte engagée par les femmes.

● Cela a permis qu'un large débat politique s'engage en Allemagne sur cette question :

- Le Parti social démocrate, les libéraux et le principal syndicat allemand (DGB) ont demandé la levée de l'interdiction de l'avortement pendant les 3 Premiers mois de la grossesse.

- De l'autre côté se sont retrouvés l'Eglise catholique, la démocratie chrétienne (CDU) et les conseils de l'ordre des médecins, résolument opposés à toute libération et utilisant pour ce faire une véritable résistance ouverte contre l'avortement.

● En juin 1974, un projet de loi fut cependant déposé au parlement par le SPD. Les

gouvernements des « Lands » (provinces allemandes), à majorité démocrate chrétienne, ont fait appel au tribunal Constitutionnel, jugeant le projet de loi comme une atteinte à la constitution de la RFA.

En février 1975, le tribunal constitutionnel accepte l'accusation des chrétiens démocrates (CDU/CSU) par une majorité de 3/5 des juges.

Cela a bien évidemment eu pour effet de relancer l'activité des groupes de femmes, en liaison (Parfois très difficile) avec la gauche extraparlamentaire.

Les centres de femmes, de Francfort et Berlin organisèrent des « bus », emmenant les femmes venant interrompre leur grossesse en Hollande.

De nombreuses manifestations éclatèrent à l'automne 75 par tout en RFA. Dans beaucoup de villes, des centres de femmes furent créés autour desquelles s'organisait la lutte. Mais malheureusement cette opposition reste encore assez isolée du publique.

Le SPD et les syndicats acceptent de fait le jugement du tribunal Constitutionnel. Un nouveau projet amendement le Paragraphe 218 est cependant en discussion autorisant l'avortement dans certaines conditions.

Avant 22 semaines :

- Si la vie de la mère, pour raisons médicales, est en danger.

- Si l'on peut déceler une malformation du fœtus.

- Après un viol prouvé.

Jusqu'à 12 semaines :

- Pour certain cas sociaux.

Cette bataille parlementaire s'est accompagnée d'une nouvelle vague de répression contre celle et ceux qui ne respectaient pas la loi, initiée par le parquet :

- En juin 75 : le centre de femmes de Francfort est perquisitionné par la police : 16 femmes sont accusées.

- A Sugsburg et Stuttgart (Sud de l'Allemagne) des femmes sont obligées de démissionner d'une antenne médicale. A Fribourg : deux procès sont intentés au centre de femmes pour avoir permis d'avorter en Hollande.

En juin 1976, le nouveau paragraphe 218 entre en vigueur : pour pouvoir avorter la femme doit consulter un médecin, qui lui délivre ou non une sorte de constat (la loi prévoit des punitions pour les médecins établissant de faux constats). Puis il faut passer une visite médicale et sociale auprès d'une institution officielle. Elle doit ensuite chercher un médecin dans un hôpital ou une clinique qui soit autorisé à pratiquer des avortements. Bien entendu, les médecins ont le droit de refuser et il est interdit d'en pratiquer si le médecin n'en a pas lui-même l'autorisation. Seront punis par la loi tous ceux qui feront de la publicité pour l'avortement ainsi que ceux non médecins qui en feraient (jusqu'à 2 années de prison).

La situation aujourd'hui.

Au sud de l'Allemagne, presque tous les médecins et les hôpitaux refusent l'avortement. Presque partout, il est quasiment impossible d'obtenir le statut de cas social. En RFA l'avortement légal est presque inexistant. La plupart des femmes en Allemagne sont obligées de recourir au voyage en Hollande et à l'avortement clandestin. Les groupes de femmes allemand cherchent à réimpulser une campagne d'explication et de lutte pour briser un des verrous les plus traumatisant de l'oppression des femmes.

Carola

E
R
S
A
T
Z
L
O
S
E
I
T
R
E
H
U
N
G

D
E
S
2
1
8

CRIMINALISATION DES CENTRES DE FEMMES EN RFA

● Les femmes sont toujours confrontées aux différentes formes de la violence. Les campagnes du mouvement des femmes, contre le viol et les violences, dans différents pays, tentaient de montrer et d'expliquer les fondements des formes diverses de la violence :

- Violence des relations personnelles et sexuelles
- Violence imposée par l'économie capitaliste ;
- Violence qu'utilise même les sciences nouvelles, (à travers l'utilisation bien particulière de la psychiatrie par exemple).



● Les femmes apprennent dès leur enfance à accepter ce que l'on exige d'elles, être une fille sage, une jeune fille charmante et docile, une bonne mère et ménagère, une travailleuse docile et alerte. Nous n'avons pas la possibilité de vivre une vie à nous. Dès notre enfance on nous impose un « état de service ». Et c'est de cette prise de conscience dont rendent compte les groupes de femmes. Et cela se passe aussi en RFA.

Dans presque toutes les grandes villes se sont formées des centres où les femmes peuvent se rencontrer, pour se retrouver, pour discuter sur certains thèmes. Ces centres sont ouverts à toutes les femmes. Ils n'existent pas en RFA des tendances prononcées, bien que coexistent dans les groupes femmes, des courants politiques différents. Ce qui me paraît important, c'est que se développent, dans les quartiers et sur les lieux de travail, des groupes femmes, ce qui n'existe pas encore en Allemagne.

● Cependant, comme partout ailleurs, les femmes qui s'organisent et commencent à se battre, sont méprisées, qualifiées d'hystériques ou de lesbiennes. Mais en RFA, cela va plus loin et nous avons notre spécificité. Le « Berufsverbot » : jusqu'à aujourd'hui plus de 500 000 fonctionnaires ont été contrôlés par l'Etat, pour vérifier leur accord avec le « F.D.G.O. » et ceci en raison d'une interprétation arbitraire de la loi fondamentale, interdisant en 1956 le KPD (parti communiste allemand). Tout(e) postulant(e) a un quelconque service de la fonction publique fait l'objet d'une enquête.

Les causes de non-embauche ou de licenciement peuvent être la participation à des manifestations, des débats publics organisés par la gauche communiste ou extra-parlementaire, la signature de certains tracts.

Ces mesures discriminatoires ont été décidées en 1972, abolies par le SPD il n'y a pas longtemps, mais toujours appliquées.

Suspect naturellement, la participation aux groupes de femmes, aux campagnes contre l'interdiction de l'avortement, etc...

Aujourd'hui la majorité des postulants refusés dans l'administration sont des femmes et s'ajoutent ainsi une interdiction politique, à l'interdiction de certaines professions aux femmes, à cause de leur sexe.

Le Berufsverbot, les nouvelles lois policières, l'autorisation faite au policier de tirer à vue, la surveillance accrue des avocats défendant des accusés dits « terroristes », l'interdiction de la littérature, qui prend fait et cause pour la violence révolutionnaire, voilà le contexte répressif imposé à l'opposition de gauche en Allemagne.

LES CENTRES DE FEMMES NE SONT PAS OUBLIES PAR LA REPRESSION POLICIERE

L'an dernier, le centre de femmes de Francfort a été perquisitionné, les adresses furent confisquées: 16 femmes ont été accusées d'avoir organisé des voyages en Hollande et inculpées au titre du 218 (réplémentation interdisant l'avortement) et du 129 (groupe criminel).

Si des centres de femmes sont aujourd'hui déclarés « criminels », ce n'est pas seulement parce que des femmes transgressent la loi sur l'avortement, mais c'est aussi parce que tout ce qu'elles disent est jugé criminel par la bourgeoisie allemande.

La modification du 218 (cf article sur l'avortement en Allemagne) a fourni un prétexte excellent pour porter atteinte aux centres de femmes, et plus particulièrement aux groupes organisant des « consultations ». Mais le parquet ne s'est pas arrêté là et cherchaient d'autres prétextes.

En fin '75 et en juin 76, les centres de femmes de Berlin ont été perquisitionnés: on recherchait des anarchistes (et on connaît le dévouement féminin !)

Il faut dire que RFA, la chasse aux soi-disant anarchistes et terroristes fait partie d'une véritable campagne d'hystérie.

Et c'est sous ce prétexte que les fiches du centre de femmes de Berlin ont été soigneusement épluchées, des appartements perquisitionnés.

Le but de ces mesures, c'est bien sur l'intimidation systématique des femmes.

Les femmes, comme tous ceux qui commencent à se défendre contre ce système et qui s'organisent sur des bases différentes à celles de la social-démocratie, sont forcées de se taire, par la peur du Berufsverbot, du quadrillage de l'ensemble de la société et par la délation individuelle.

La peur, l'incertitude de l'avenir, l'absence de solidarité publique intimident

L'arrestation des membres de la « Fraction Armée Rouge » les préparatifs du procès, l'assassinat d'Ulrike Meinhof ont donné à la presse et à la télévision, l'occasion de faire de campagne de dénonciation contre le terrorisme, anarchisme, extrême-gauche, mouvement des femmes.

Le prétexte absurde de la recherche des membres de la RAF, dans les centres de femmes, en ont fait, par l'intermédiaire de la grande presse, des terroristes elles-mêmes.

Hystériques, folles, psychopathes, nous étions habituées... mais féministes = criminelles, ça c'est nouveau pour le mouvement des femmes depuis 1968.

C'est le retour des sorcières, les femmes sont de nouvelles criminelles !

A la télévision, il y a quelques mois, il y a eu un reportage sur le grand nombre de femmes appartenant au mouvement anarchiste et puis il y a l'assassinat d'Ulrike Meinhof :

- et la chasse implacable aux 4 évadées de la prison pour femmes de Berlin.

- et les « punitions » disproportionnées infligées à toutes celles qui cotoient des pseudos « terroristes », rappelez-vous *L'honneur perdu de Katharina Blum*.

- et le procès pour avortement ou publicité autour de l'avortement.

- et les perquisitions des centres de femmes.

C'est aussi le visage de la RFA aujourd'hui c'est la recette de l'Allemagne Fédérale pour conserver un état bien organisé, dans lequel les femmes ne peuvent être autre chose que de bonnes travailleuses, de bonnes ménagères, de bonnes épouses et de bonnes mères de famille.

En Allemagne, les femmes n'ont qu'un droit aujourd'hui : SE TAIRE.

**NON A LA
CRIMINALISATION
DES CENTRES DE
FEMMES !**

**NON A LA
REPRESSION EN RFA
CAROLA**



L'ÉCOLE DES

Napoléon 1^{er}.

« Les filles doivent être éduquées par leur mère, le mariage est leur destination.... Il faut en faire des croyantes et non des raisonneuses. »

Les femmes sont aujourd'hui massivement présentes, dans l'institution scolaire ; c'est un fait :

99% de femmes à l'école maternelle
67% de femmes à l'école primaire
54% de femmes dans le secondaire
10% de femmes dans le supérieur
hiérarchie oblige !

C'est un phénomène important, sur lequel de plus en plus de femmes, d'enseignantes en particulier se penchent, parce

qu'il est révélateur de l'évolution des rapports des femmes au savoir, à la culture et à l'éducation des enfants qu'a produit, le développement du système capitaliste à travers la scolarisation obligatoire entraîné, l'introduction des femmes sur le marché du travail et la crise de la famille.

● « Le destin biologique des femmes, être mère, se transforme en vocation culturelle lorsqu'il s'agit d'éduquer les enfants ; dans ce rôle, la femme répond à la fonction sociale qui lui est impartie »

Julieta Mitchell (L'Age de Femme)

Ce phénomène de féminisation ne nous surprend pas de prime abord, FEMME - ECOLE - ENFANT

nous sommes amenées à poursuivre, à travers l'institution scolaire, l'une de nos fonctions sociales.

Mais nous devons cependant nous interroger sur la transposition progressive de notre rôle « d'éducatrice », de la famille à l'école.

Il est vrai que la structure familiale apparaît de plus en plus écartelée, par le rythme infernal de travail (8 h de boulot, 2 h de transport), par le travail des femmes, par la vie urbaine etc...

Le rôle de socialisation des enfants s'estompent dans la famille, ce qui fait d'ailleurs dire aux enseignants que « les enfants sont livrés à eux-même aujourd'hui. », que « les parents ne s'occupent pas de leurs enfants. » (parents sous-entend le plus souvent la mère, bien entendu !)

Les liens parents-enfants et plus particulièrement mères-enfants n'ont plus la même importance. (Il faudra une autre fois, revenir plus en détail sur ce problème !) La féminisation de l'enseignement, en particulier dans le primaire, ne permet-elle pas d'une certaine façon de déplacer le rôle de la femme-mère, en tout cas de la renforcer à l'école, pour suppléer aux carences de la structure familiale ?

Et l'isolement dans la classe, ressemble étonnamment à l'isolement des femmes au foyer....

Et les enfants continuent de rester notre justification première.

● Mais la féminisation de l'enseignement correspond aussi à une crise profonde de l'école, dont les divers mouvements lycéens et étudiants ont été de sérieux symptômes ces dernières années.

Crise de fonction et refus de l'adaptation du système de formation aux impératifs de l'économie bourgeoise.

Crise des valeurs sociales, de la culture qu'elle est sensée diffuser.

Cette « culture-pouvoir », mot de passe quasi-magique ouvrant les portes de la réussite sociale, est un terrain d'où les femmes ont été longtemps absentes, parce que écartées délibérément, dans une société qui ne leur concède que le rôle de femme au foyer et de reproductrices.

Cette remise en cause du « savoir » que traduit la crise de l'école, entraîne forcément une remise en cause du rôle de l'enseignant. Nul doute qu'elle explique aussi, en partie, la désertion masculine de l'institution scolaire.

C'est pourquoi nous ne pensons pas que l'entrée des femmes à l'école ait été une ébauche d'égalité entre les sexes !



- Et s'il fallait s'en convaincre, il suffirait d'examiner les conséquences de la féminisation de l'enseignement : la dévalorisation de la fonction enseignante, que constate avec justesse tous les syndicats enseignants.

- « Institutrice, c'est l'idéal pour une femme » s'est-on souvent entendu dire. Et oui, il permet vraiment de concilier travail et famille : summum de l'aliénation féminine ! Il fait totalement mère la femme, au rythme quotidien des enfants lorsqu'elle en a.

Une double journée de travail, en l'absence de tous services sociaux et d'équipements collectifs !

C'est devenu un métier de femme, et c'est à ce titre qu'il se dévalorise, pour un homme aujourd'hui c'est métier de refus une planche de salut, un métier sous-payé, un métier féminin.

FEMMES

Et s'il fallait s'en convaincre, il suffirait d'ouvrir les manuels scolaires, d'écouter ce qui se dit et s'écrit dans les classes, pour comprendre que l'école produit une idéologie sexiste, concourt à l'apprentissage des rôles masculins et féminins, et contribue à orienter et sélectionner les enfants suivant leur sexe.

La question des femmes dans l'école n'est heureusement plus une question négligée aujourd'hui. Outre la parution de nombreux livres et études qui cernent les problèmes de l'école sexiste, des femmes se regroupent dans tous les lieux qui touchent à l'école : syndicats, mouvements pédagogiques, mères d'élèves, collectifs de femmes enseignantes.

BIBLIOGRAPHIE :

- Fille et garçon **Madeleine Lai K Deinsel Gauthier** collectif femmes.
- Les enfants d'abord **C. Rochefort, Grasset** collection Enjeux.
- Du côté des Petites filles **E. Bellot** Edition des femmes.
- N° des Temps modernes : l'éducation des petites filles.
- Le Monde de l'éducation juin 75 : l'école des filles.
- N° 10 Parue -EE- février 75. Dossier Commission femme EE parisienne.
- Dossier d'Antoinette. Juillet Août 76. Sur le travail des femmes : influe-t-il sur les résultats scolaires des enfants ?

Jules Ferry.

« L'éducation des femmes, signifie l'éducation de toute la famille... C'est par l'éducation des femmes, là où elle sont les gardiennes des traditions, que l'on peut obtenir un changement dans les attitudes et les comportements favorables à l'adaptation au monde moderne. »

un collectif femmes-enseignantes

il s'est créé, dans la région parisienne, en mai dernier il regroupe des femmes syndicalistes, du SGEN-CFDT de l'école émancipée, des militantes du mouvement pédagogique Freinet, des enseignantes isolées ça et là.

Ce collectif s'est défini non seulement comme un groupe de réflexion sur l'école et les femmes, mais aussi comme un groupe agissant concrètement montage-diapositifs, livres d'enfants, livres scolaires
Pour le contacter :

Collectif femmes-enseignantes
8 impasse Crozatier 75012

Danièle



LES PETITES FILLES

il était 5 fois

D'abord les Temps Modernes, en novembre l'an passé, un projet : numéro consacré à l'éducation des petites filles.

On propose au groupe (GF 14è) d'y participer : 5 femmes se retrouvent en sous-groupe, avec une référence commune « *Du côté des petites filles* » d'Elena Gianini Belloti et différentes motivations.

- « *Comment suis-je devenue ce que je suis ?* ».

- « *Dans quelle mesure ma prise de conscience féministe était déjà inscrite dans les incidents précis de ma petite enfance* ».

- « *Est-ce que j'ai été moi aussi particulièrement opprimée en tant que petite-fille ?* ».

Comment travaillez ?

Partir de nous-mêmes, de nos souvenirs, mais comment les évoquer, les retrouver ?

« *Nous, des petites filles ? On l'avait oublié... Il y a eu de telles ruptures à la suite de notre enfance, qu'elle ne nous concerne plus. C'est comme si notre propre histoire avait été reléguée dans l'album de photos familiales, ou figée en quelques historiettes anodines qu'aimaient à raconter nos parents.* »

Mais quel fut donc notre vécu de petites filles, quels ont été les événements les émotions sexuelles familiales, ou scolaires qui marquent les premières années de notre histoire ? ».

On a pris un détour, comme si pour remonter le temps, il était nécessaire de nous sentir en confiance, dans le présent du groupe.

Nous présenter dans notre rapport au travail : l'importance pour chacune de dire comment elle a été choisie par son travail et comment elle a fini par l'accepter. Nous étant repérées, des propositions plus précises, d'axes de travail sont adoptées : une réunion chaque semaine, sur un thème de mémorisation. Par exemple : l'école, la famille, les jeux, la sexualité, la religion, les lectures. Et nous enregistrer afin d'avoir le matériel sur lequel travailler.

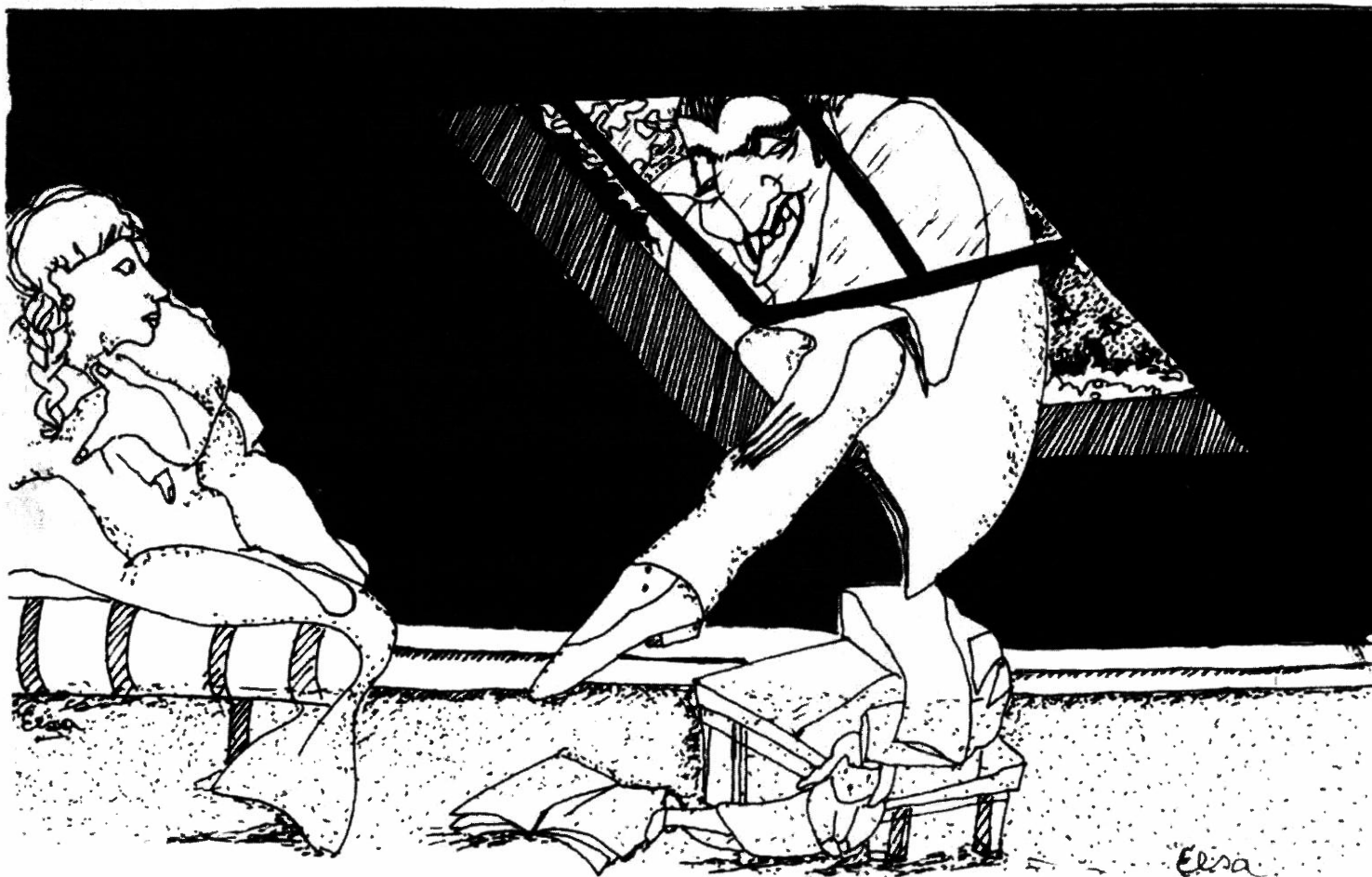
« *Curieuses de cette enfance oubliée, nous nous sommes réunies pour la faire revivre.* »

Chacune des cinq femmes de notre groupe, en exprimant ses souvenirs, réactivait par la-même ceux des autres. L'ambition de nos rencontres n'a jamais été de réaliser une approche analytique...

Il s'agissait simplement pour nous de faire parler notre enfance, de retrouver cette petite fille oubliée, de la sentir vivante dans nos souvenirs, se confronter aux modèles qui lui furent imposés.

Cette petite, fille nous avons cherché à l'appréhender dans ses efforts d'adaptation, de soumission ou peut-être de révolte.

Après une si longue négation, nous avons sympathisé avec elle et à travers le souvenir réactualisé de nos premières oppressions de femmes, nous nous sommes solidarisées avec elle ».



La petite fille qui renaît et avec la femme qu'on est. Au début le trac...

« J'étais assez coquette : j'ai eu honte très tôt d'être plutôt ronde, je voulais être bien habillée, etc. j'aimais me soigner les ongles comme les femmes adultes, j'avais insisté pour qu'on m'achète un petit nécessaire à ongles »

Rires.... l'atmosphère se détend.

« Un peu gourde et gaffeuse, mais douce et affectueuse, souriante, et puis bonne élève, consciencieuse et sans problèmes : « une gentille petite fille » »

Chacune demande des explications, traque le refus du « oh, puis ce n'est pas intéressant ! », force les défenses du dénigrement et de l'infériorité.

« Je commençais à assurer le rôle de garçon manqué de la famille. Ce rôle me conférait un certain prestige, presque une certaine autorité. Je m'en imprégnais peu à peu, et digne d'un garçon manqué, j'essayais secrètement de faire pipi debout. »

L'acceptation et la reconnaissance réciproque faisaient que nos réunions ne se déroulaient pas dans la concurrence,

mais dans l'émulation et l'essor de notre propre identité.

Tout au long de ces deux mois, la parole collective, le travail de groupe on fait encore mieux ressortir l'originalité de l'histoire de chacune, sur un fond commun d'oppression et c'est à partir de cette communauté de l'oppression, de cette attention portée à chaque souvenir vécu, relaté, redécouvert, que la solidarité, comme une connivence, nous a uni, à tel point, que si l'une d'entre nous manquait, on ne pouvait

pas « commencer »

Le matériel une fois accumulé : les blancs, les rires, les émotions, le trac, la colère, les événements traumatisants revécus ; il a été mis aux archives d'un accord commun.

« Faute de temps » pour tenir l'engagement on convenait d'écrire chacune nos souvenirs qui avaient suscité le plus d'intérêt, d'émotion dans le groupe. Le texte présente ainsi un collage qui s'agence selon des thèmes fixés au départ : la famille, l'école, la sexualité, les jeux.

Découverte de l'autre sexe

« Je me souviens avoir remonté la culotte d'une petite fille devant un garçon pour qu'il « voit » bien. Le garçon devait ensuite nous « le » montrer. Il nous l'a montré et j'étais étonné qu'il y ait une peau retournée et un trou au bout. Ma copine et moi tirions assez peu sur notre culotte pour que la « fente » reste secrète. Il y avait déjà des clans entre filles et garçons et nous parlions déjà en termes d'échange ».

« Pendant les vacances, ma sœur et moi amenions les garçons de la ville construire des cabanes et monter ensuite dans les arbres au dessus. De connivence on leur demandait toujours de monter les premiers, et comme ils portaient des culottes courtes larges, et qu'on étaient plantées bien au dessous, on « voyait » tout. Ils le savaient d'ailleurs, le disaient, mais montaient quand même »

« Un jour il me semble que le petit voisin de mon âge me demanda avec insistance de me déshabiller pour lui montrer mon sexe, finalement j'accepte, je soulève ma jupe et enlève ma culotte. Je lui demande ensuite d'en faire autant, mais il ne veut rien savoir à moins qu'il n'ait pas eu le temps de le faire à son tour car sa sœur aînée arriva et nous surprit, moi encore nue, et elle dit : « arrêtez, sinon je vais le dire à maman ».



le plaisir à deux - jeux sexuels

« Le dimanche matin, ou certains soirs, nous formions une tente avec les draps du lit et jouions au fermier et à la fermière : je tirais sur son pénis comme si je trayais une vache. Un soir que nos parents étaient absents, mon frère me proposa de jouer avec lui. Je refusais mais mon frère insista tant que je menaçais de « tout dire aux parents », s'il continuait à m'ennuyer. Ce qui, évidemment le mit dans une grande colère et il finit par me dire qu'il savait bien que je répondais ça parce que « je voulais m'amuser toute seule ».

Et c'était vrai : je préférais ce soir-là me masturber, ce que je fis dès qu'il eut fermé la porte de ma chambre ».

... et l'apparition de la honte

« Avec ma meilleure amie, vers 7 ans, nous nous retrouvions tous les jeudis chez elle. Nous jouions « à la visite médicale », nous nous tripotions les parties génitales, l'une d'entre nous était le Docteur et l'autre une élève.

Nous étions très satisfaites du secret qui nous unissait et que notre entourage semblait ne pas avoir percé, mais en même temps, j'éprouvais une vive honte pendant longtemps au souvenir de ces atouchements, celle-ci se dissipa le jour où j'appris ces pratiques homosexuelles étaient courantes entre petites filles de cet âge ».

... nos déceptions

« A huit ans j'avais une très grande amie, d'un an de plus que moi. Nous nous aimions beaucoup et nous l'écrivions mutuellement par des petits mots que nous échangeions, le contact de nos mains que nous tenions tendrement serrées était très chargé d'émotion. Nous essayions aussi souvent que possible d'arracher à nos parents l'autorisation de dormir ensemble chez l'une ou chez l'autre. Nous pouvons alors enfin donner libre cours à nos effusions, nos enlacements. Je découvris alors, avec un très grand trouble le baiser sur la bouche. Brusquement nous n'avions plus le droit de dormir ensemble. J'attendais alors avec impatience les vacances communes pour que nous puissions nous retrouver, nous enlacer et nous embrasser comme nous le désirions. Mais un jour, M., sans aucune raison apparente, sans aucune explication s'y déroba.

J'ai d'abord cru qu'elle ne m'aimait plus et ça me faisait mal. Puis j'ai compris qu'elle avait honte et qu'elle avait le sentiment que nos enlacements et nos baisers étaient quelque chose d'anormal et de malsain. J'avais 10 ans et je fus profondément blessée.

La peur de M., c'était difficilement compréhensible, son brusque refus de la tendresse corporelle me semblait injuste, j'étais terriblement frustrée ».

la découverte de la masturbation et les fantasmes

« Toute ma sexualité était liée au plaisir d'uriner. J'aimais retenir mon envie en pressant très fort mon pubis et l'excitation du clitoris qui était ainsi provoquée était confondue avec le besoin de plus en plus pressant d'uriner ».

« A l'école primaire, j'avais été choquée par le fait qu'on nous obligeait à nous déshabiller pour la visite médicale. Cette atteinte inadmissible à ma pudeur avait frappé mon imagination, et souvent dans mon lit je me masturbais en pensant à la visite médicale ».

« J'adorais paresser au lit en faisant semblant de dormir, je m'imaginai déjà « grande », dans les bras d'un homme, mais des rapports imprécis étaient toujours masochistes et passifs de ma part. Je sentais mon sexe excité et mouillé, cela m'était très agréable et je savais que je pouvais provoquer cela uniquement par la pensée, quand je le voulais. »

« Une petite maison en bois, loin de toute autre habitation, au bord de la mer, une sorte de petit canal, reliant la maison à la mer. Dans la maison un simple lit de bois, sans matelas. Deux corps enlacés, un homme et une femme. Caresses. Enlacement de plus en fort, contact des organes génitaux (organes urinaires). Grande jouissance dans le fait d'uriner, serrés l'un contre l'autre. L'urine emplait toute la pièce et s'écoule par le petit canal jusqu'à la mer ».



l'interdit - la culpabilisation

« Un jour ma mère me demanda de lui faire sentir mes mains. Je les lui tendis, et reçus une petite tape accompagnée de cette réflexion : « ça ne sent pas bon, qu'as-tu fait encore ? » et moi je m'étonnai : « ah bon, ça ne sent pas bon, ah bon elle ne le fait pas... ». Je me fis encore plus discrète sous les couvertures, mais continuai à éprouver le même besoin et la même tension de plaisir, le même apaisement ».

« Un matin quand ma mère vint nous réveiller, elle me dit : « tu sais, je sais ce que tu fais, quelle honte ! ». Cette réprimande m'encouragea à me masturber encore plus souvent ».

L'horreur du sexe

« On essayait de voir nos parents tous nus. Ma sœur était privilégiée. Elle dormait du côté de mon père et quand ils se mettaient au lit, sans pantalon de pyjama, elle voyait tout.

Un jour qu'elle ne dormait pas dans son lit, j'avais pris sa place, et ayant ouvert un œil tout en faisant semblant de dormir lorsque mon père se hissa dans le lit, j'ai pu voir ! (quelque chose qui pendait !)

A notre grande horreur on avait vu que notre mère avait des poils et on trouvait cela absolument moche. Il y avait aussi ce Monsieur en haut d'une côte, qui faisait semblant de faire pipi, mais qui bandait et montrait son sexe à tous les enfants qui passaient par ce chemin pour aller à l'école. Ça été un grand événement dans l'école. On en parlait et dans mon souvenir il reste comme la présentation d'un sexe énorme et qui fait peur ».

la sublimation

« Le niveau de la découverte du plaisir par le sexe même m'est inconnu. Je m'en souviens, c'est un ensemble sensuel ou érotique qui était le soleil sur le corps, le plaisir de l'effort musculaire en faisant de la bicyclette ou en montant aux arbres, ou en faisant des acrobaties à la balançoire à longueur de journée ou encore, en me promenant dans la campagne à moitié nue ; en fait, bicyclette, poutre, cheval était une masturbation cachée ».

la morale, la petite fille modèle

« Un jour, un petit garçon dans la rue me donna des coups. Je trouvais plus raisonnable et stoïque de ne pas me défendre et me fais donc battre sans réactions ; plus raisonnable, parce que de toute façon il est plus fort que moi (!), plus stoïque parce qu'ainsi je me comportais en bonne petite chrétienne ».

Si pour certaines, écrire fut d'abord une angoisse, par la suite l'inhibition s'écroula grâce à la discussion en groupe de nos textes et à la remise en confiance.

Ecrire devint même un plaisir. La rédaction faite les doutes ont surgi :

- élaboration insuffisante, grille théorique absente, l'oppression n'a pas été mise en évidence, l'intérêt du texte n'est que du côté de celles qui l'ont écrit.

Toutes ces questions nous ont fait problème, à tel point que, présenté au Collectif des femmes qui avait comme nous préparé ce N° des Temps modernes de mai 1976, nous avons bazardé et démolit notre travail.

Pourquoi ?

Peur d'affronter les critiques ?

Dévalorisation bien connue ?

Ne répondant pas aux mains du Discours ?

Après réflexion, nous nous sommes réunies à nouveau pour dresser un bilan.

Ce qu'il nous semble important de dire maintenant, c'est notre grande satisfaction d'avoir accompli un travail, qui, en même temps, était une tentative de réappropriation de nous-mêmes, à la fois une recherche et un effort d'adéquation entre notre



expérience de groupe et notre écriture. Le caractère expérimental et collectif du passage de la parole à l'écriture, car si les femmes ont déjà pris la parole, il nous reste à prendre collectivement la plume.

Enfin ce qui nous a le plus touché, c'est que ce texte a été lu avec intérêt par d'autres femmes, qui s'y sont retrouvées et ont été amenées chacune à réfléchir sur leur propre enfance.

Bien que refusé par le comité de rédaction des Temps Modernes, parmi d'autres textes écrits par les femmes (poésie, récits) sous le vocable de fiction - raisons techniques ? - pour nous, il a inauguré une pratique collective de petits groupes de travail et de discussion sur thèmes différenciés, à travers lesquels les besoins et les désirs de chacune peuvent mieux s'articuler.

Ce travail est une ébauche, il reste à poursuivre. Pour toutes celles qui désirent le lire, le texte est disponible à la permanence du groupe-femmes 14^e, le samedi matin de 10 à 12 heures au Cinéma l'Entrepôt : 7 rue Francis de Pressensé.

ANNE ET JOCELYNE
du 14^e

il est question des femmes ...



*

Il y a tout juste un an, le devant de la scène était *concedé* aux femmes. Nous étions censées avoir la parole, pour une année seulement.

Certains ont même vu en cette année, une véritable naissance des femmes. Et ils n'ont pas lésiné sur les moyens de *promotion* et d'intégration : grand bruit fut fait autour de Françoise Giroud, qui pour justifier sa participation au gouvernement de Giscard, n'avait pas hésité à déclarer : *L'événement le plus marquant de 1974, est l'importance donnée en France, brutalement, aux problèmes féminins.* Brutalement selon Giroud, la politique s'est intéressée aux femmes. Un secrétariat d'Etat, nanti d'une « voix » mais pas de moyens. En fait c'en était déjà trop. Une délégation suffit aujourd'hui ! Mais reconnaissons tout de même qu'en partant Giroud nous a laissé ces « cent idées ». De quoi faire trainer des illusions encore pendant un certain temps.

- Le PCF, lui, a profité de l'année de la femme pour déployer une grande campagne de sensibilisation (pour adhésion) et de promotion des femmes : « je suis une communiste, pourquoi pas vous ? »

Semaine de la pensée marxiste, tournée de meetings un peu partout, abondante littérature et nombreuses publications (femme, l'âge politique de Louissette Blanquart, un numéro spécial de la Nouvelle Critique, pour n'en citer que quelques uns).

- Le PS, en dénonçant les inégalités et injustices sociales dont les femmes sont victimes, a décidé de créer un mouvement d'intégration des femmes au socialisme (MIFAS).

- Les grands syndicats ouvriers français CGT et CFDT, ont produit un document qui aurait pu avoir son importance : la plate-forme revendicative des femmes travailleuses (janvier 75).

- Dans l'extrême gauche, la question des femmes est aussi à l'ordre du jour. Dossiers, articles, meetings pour certains. (Il faut noter cependant que plusieurs organisations de la gauche révolutionnaire ont soutenu le mouvement des femmes, c'est une prise de position qui a son importance, et il faudrait en discuter.)

LA QUESTION DES FEMMES EST DEVENUE DIRECTEMENT UNE QUESTION POLITIQUE

Mais cette *question des femmes* n'a pas surgi spontanément d'un décret de l'ONU ou de la sensibilité de Giscard d'Estaing. Si elle est apparue si brutalement, selon certains, c'est bien parce que les contradictions de cette société pèsent de plus en plus lourd sur nous (inégalités sociales même si une égalité juridique existe, divorce, avortement, emploi, formation scolaire, etc ; rôle social prédéterminé, mère, épouse, ménagère, travailleuse, enfermement social et idéologique) QUI ONT PORTE DES MILLIERS DE FEMMES, NOTAMMENT DEPUIS L'EXPLOSION DE MAI 68, à lutter contre leur surexploitation et leur oppression spécifique.

C'est cet aspect corrosif du mouvement de femmes, naissant qui a forcé les partis politiques à apporter des réponses à la question des femmes. *Des femmes entrent en lutte, il faut leur dire contre quoi lutter.* Ils tentent de faire croire qu'ainsi la question est déjà résolue mais poser la *question des femmes* ce n'est pas apporter une réponse à l'oppression des femmes. Leurs réponses politiques ne peuvent servir qu'à faire écran à la question essentielle qui est apparue ces dernières années.

LA PRISE EN CHARGE PAR LES FEMMES ELLES-MEMES DE LA LUTTE CONTRE LEUR PROPRE OPPRESSION.

Celle qui prédétermine les femmes à n'être qu'épouses, mères, secondes, mineures, passives, isolées. Mais le fait d'affirmer la nécessité pour les femmes, de se constituer en force autonome - ce qui ne signifie pas coupée du mouvement ouvrier - ne doit pas nous empêcher de tenir compte d'une situation nouvelle, ouverte ces dernières années, justement par les différentes réponses politiques qui situent la lutte des femmes pour une « égalité » totalement mystificatrice. Il ne pourra y avoir d'égalité tant que la société distribuera aux femmes des rôles sociaux bien déterminés.

NOUS VOULONS UNE SOCIÉTÉ OU NOUS POURRONS EXISTER !

Or s'il est un constat que chacune d'entre nous fait actuellement dans les groupes femmes, c'est bien l'absence de réalité politique du mouvement. C'est la sensation diffuse que le mouvement existe, mais qu'il ne suffit plus de le proclamer pour qu'il se constitue en force sociale. Tout le monde parle à notre place, ET NOUS ?

Dans *Le Nouvel Observateur* du 27/09/76, Gisèle Halimi cernait les caractéristiques criantes aujourd'hui de la crise qui touche les femmes. *Huit millions d'entre elles représentent plus de 38 % de la population active. La crise, le chômage, (les chômeurs sont en majorité des chômeuses), les bas salaires (deux smicards sur trois, sont des smicards) ou les salaires injustes (à travail égal, salaire égal il paraît), la pauvreté des équipements sociaux les frappent plus durement que leurs compagnons. Cette vulnérabilité particulière uniquement due à leur sexe, n'est-elle pas en soi la preuve de la spécificité de leur condition de femme ? Ce sont des ferments pour la prise en charge par les femmes de leur lutte, de leur propre existence.* Ouvrir des discussions dans les groupes femmes c'est nous donner les moyens à travers nos luttes, nos campagnes d'explications, d'affirmer le mouvement des femmes: c'est un débat auquel le journal *Les Pétroleuses* tentera de contribuer, non seulement en réfléchissant sur notre situation politique, mais aussi en rendant compte des débats des groupes femmes, des coordinations locales ou nationales qui pourront se mettre en place.



*



*



*

*

*

DU COTE des

NOUS NE NOUS TAIROIS PLUS
NOUS NE NOUS TERRORIS PLUS
GROUPE. ♀ de MONTROUGE

CRÉDIT

GAUCHE FEMME
C.R.F.A.P. ALLIANCE FAMILIALE

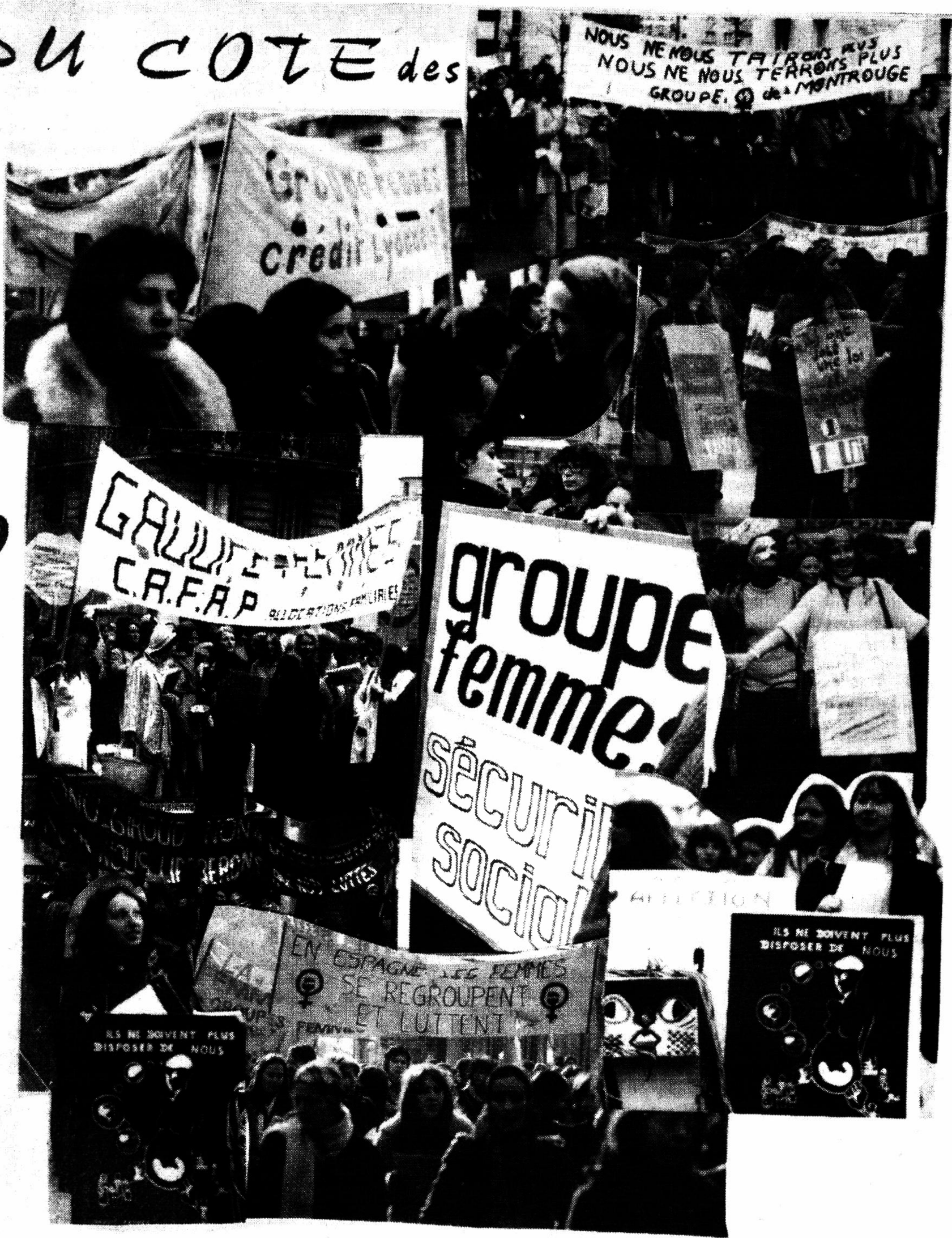
groupe
femme
sécurité
social

EN ESPAGNE LES FEMMES
SE REGROUPENT
ET LUTTENT

ILS NE DOIVENT PLUS
DISPOSER DE NOUS

ILS NE DOIVENT PLUS
DISPOSER DE NOUS

ORGANISATION
de
ASTR-ON-IZON





Face à la stagnation des années 74 et 75, cette année fut enrichissante à plus d'un égard. D'une part une pratique « unitaire » a pu s'établir entre les différents courants lutte de classe du mouvement, grâce aux débats que nous avons eu à l'occasion de la préparation du 8 mars et du 1^{er} mai, tentatives positives pour dépasser la situation d'éclatement du mouvement ; d'autre part, nous avons été amenées à analyser nos rapports avec le mouvement ouvrier notamment les syndicats. Lors de la préparation du 8 mars, nous avons été amenées à nous demander ce qui signifiait de reprendre le 8 mars : solidarité avec les luttes de femmes passées (8 mars 1857, 8 mars 1917, 8 mars 1943), mais aussi possibilité pour nous d'exprimer nos revendications et d'affirmer qu'en nous organisant, nous ne faisons confiance qu'à nos luttes et à notre force collective. Nous avons du débattre aussi de la nécessité d'apparaître de façon autonome, donc de poser la question de la participation ou non des hommes dans notre manif.

ce tract a été diffusé le long du cortège de la manifestation

LES FEMMES QUI DEFILENT AUJOURD'HUI DANS LA RUE RENOUEMENT AVEC UNE HISTOIRE DE LUTTES EXEMPLAIRES.

8 mars 1857, la police newyorkaise tire sur une manifestation d'ouvrières du textile.

En 1910 le Congrès International des femmes socialistes, sur proposition de Clara Zetkin, fait du 8 mars, la journée internationale de lutte des femmes.

Depuis des années, nous avons pris la parole.

Ensemble, nous avons découvert que ces problèmes qu'on nous disait « privés », remet en cause les rouages de cette société.

Ensemble nous avons prouvé notre volonté de lutter contre ce système qui tire profit, à la fois de notre travail professionnel et domestique, et notre sexe.

Ensemble, nous nous sommes rendues compte que notre lutte était décisive, non pas seulement pour nous, mais aussi pour tous ceux qui se battent aujourd'hui pour le socialisme, et qui à travers nos luttes s'aperçoivent que nous existons.

Le 1^{er} Mai 1974

Le 6 décembre 74 (grève générale)

le 1^{er} Mai 1975

Des cortèges de groupes femmes (non-mixte) ont déjà, affirmé dans la rue, leur point de vue spécifique, au côté du mouvement : pas de socialisme sans libération des femmes, pas de libération des femmes sans socialisme.

Aujourd'hui, c'est la coordination parisienne des groupes femmes qui est à l'origine de cette manifestation.

Pour affirmer l'existence du mouvement des femmes

Pour affirmer, que si l'année de la femme est finie, la lutte des femmes continue.

Pour témoigner de nos objectifs de lutte.

Les luttes de femmes, le développement de notre propre mouvement de femme amènent des hommes à se poser des questions... à se sentir concerner par la lutte.

Des hommes solidaires, oui, mais comment ?

Nous ne réclamons pas votre indulgence, mais la compréhension réelle que notre lutte est aussi la votre.

On nous traite d'hystériques-non-satisfaites de nos rapports-conjugaux-familiaux...

Mais êtes vous si satisfaits que ça ?

Au travail, à l'armée, à l'école, êtes vous satisfaits de n'être valorisés que par vos muscles, votre dureté, votre autorité, bref par le modèle de ce qu'on appelle la virilité.

Etes-vous satisfaits d'une sexualité, soit qui s'achète (prostitution, sex-shops, pornographie) soit qui rend votre partenaire résignée et passive.

Votre solidarité ne peut être une présence passive au côté de la lutte des femmes !

C'est la remise en cause de votre fonction d'opresseur, de la virilité, et de la phallocratie, qu'il vous faut affirmer.

Déjà dans la lutte pour l'avortement libre et gratuits, des hommes se sont sentis concernés, et ont rejoint le MLAC (mouvement mixte pour la liberté et la contraception)

Le MLAC est présent à cette manifestation derrière le cortège des groupes femmes.

C'est en assumant votre propre remise en cause que nos luttes convergeront

que votre présence a et aura un sens derrière le cortège des groupes femmes.

L'abolition de l'oppression de l'homme par l'homme, ne se fera pas sans l'abolition de l'oppression de la femme par l'homme.

Collectif région parisienne des groupes femmes d'entreprises et de quartiers.

nous avons sorti une affiche et un quatre pages analysant le sens de nos luttes et exprimant nos revendications. Tout ce matériel constitué au cours des AG préparatoires fut pris en charge financièrement par l'ensemble des groupes parisiens et fut élaboré en commissions de travail.

Les organisations syndicales avaient refusé une fois encore de se prononcer sur la manif du 8 mars. Pourtant le 9 mars, la CGT organisait un rassemblement des « femmes travailleuses de la région parisienne » à la Trinité. Nous aurions pu débattre de notre participation ou non à ce rassemblement lors des AG de coordination pour le 8. Nous ne l'avons pas fait parce que nous avons été incapables de saisir l'importance d'un tel rassemblement. Ce qui fait qu'au lieu d'être une centaine, nous n'étions qu'une vingtaine représentant différents groupes femmes de quartiers et d'entreprises à distribuer le 4 pages aux femmes venues « assister » au forum. C'est à ce moment là que nous nous sommes affrontées au Service d'ordre de la CGT, physiquement et verbalement, les insultes sexistes n'étant pas ce qui leur faisait le plus défaut. Nous réussîmes à instaurer un rapport de force en notre faveur en continuant à diffuser nos tracts et en expliquant

Dans une circulaire récente, la direction de la CGT prend enfin position sur les heurts survenus entre son service d'ordre et le cortège du mouvement des femmes lors de la manifestation du 1^{er} mai. Nul doute que ce soit là une réponse au débat ouvert dans les entreprises par la lettre ouverte de la CGT de la coordination parisienne des groupes femmes et aux nombreuses questions posées par des militantes et militants dans leurs sections.

Mais cette mise au point tente de clore tout débat en lançant un appel à ressouder les rangs contre « une campagne anti-CGT d'envergure (qui) se développe pour faire apparaître nos militants comme des brutes » et en justifiant sur toute la ligne ce qui pouvait apparaître comme l'initiative de quelques « éléments incontrôlés ». La circulaire présente une version pour le moins défensive et contradictoire des faits :

1) Reconnaissant qu'au terme d'une négociation officielle avec les responsables de l'URP-CFDT et de l'USRP-CGT une place nous avait été attribuée au sein du cortège syndical, elle prétend que nous avons « durement » agressé le service d'ordre pour prendre la place convenue ! Preuve irréfutable d'une « préméditation » machiavélique : les aiguilles dont nous aurions été armées. Nous, il nous semblait que les plus pressés de nous renvoyer à nos chères aiguilles étaient ceux qui nous ont crié « Bobonnes, à la maison » en nous barrant le passage.

2) La direction de la CGT feint de découvrir à l'occasion de la préparation de la manifestation « un certain groupe autonome de femmes », mais n'hésite pas à perdre du temps en négociations avec ce « groupuscule » inconnu. Nous, il nous semblait plutôt que l'impact croissant du mouvement de femmes, la multiplication des groupes femmes dans les entreprises rassemblant de nombreuses syndiquées CGT, obligeaient ceux là même que notre lutte encombre à la prendre en considération.

3) Nous aurions subrepticement introduit des mots d'ordre « dépassant largement le cadre fixé lors de la réunion (le viol) » alors qu'il est fait référence à notre « pneumatique » qui a servi de base aux négociations et dénonçait explicitement « les violences quotidiennes dont les femmes sont victimes au travail, dans la rue, au foyer ». Nous, il nous semblait que les problèmes du viol et des femmes battues - dont les travailleuses sont les premières victimes - font jusqu'à nouvel ordre partie de ces « violences quotidiennes ».

4) Les « mots d'ordre et notre comportement » ne défendent en aucun cas les intérêts et les revendications des travailleurs ». Sans doute parce que nous n'acceptons pas que les problèmes spécifiques des travailleuses soient mis sous le boisseau ? Pourtant, la CGT lance une grande campagne de recrutement en direction des femmes : compte-t-elle les rallier massivement à l'action syndicale en évitant soigneusement d'aborder tout ce qui justement les en tient éloignées ? Nous, il nous semblait plutôt qu'une participation accrue des femmes à la lutte des classes impliquait de lever les obstacles multiples qui rendent impossible ou conflictuelle la lutte au coude à coude avec les travailleurs.

Nous, il nous semblait que dans la lutte contre ce qui divise la classe ouvrière, le sexisme doit être combattu au même titre que le racisme. Rien de ce qui affaiblit la lutte des travailleurs et des travailleuses n'est étranger à la classe ouvrière !

5) Ceux qui nous ont insultées « tu veux que je baisse mon pantalon » font aujourd'hui les délicats : nous aurions été coupables de « grossièretés », la preuve : nous les avons traités de « phallocrates ». Quant à la présence d'homosexuel (le)s dans le cortège, elle semble causer un effroi tel qu'il suscite dans la circulaire des accents dignes de Royer !

6) « Provocation », le mot est lâché ! Derrière les explications embrouillées, c'est la présence même d'un cortège de femmes prenant leur lutte en mains et la situant résolument dans le mouvement de la classe ouvrière pour son émancipation qui semble provocatrice aux responsables de la CGT.

Des femmes qui ne veulent plus force d'appoint à la lutte des autres, des travailleuses qui puisent aussi dans leur oppression de femmes des raisons de lutter, l'affirmation que le socialisme ne se fera pas sans libération des femmes, voilà le visage de la provocation.

Triste confirmation, derrière les démonstrations viriles du service d'ordre non mixte de la CGT et avec la langue de bois d'une circulaire auto-justificative, triste confirmation des ravages que fait toujours le sexisme jusque dans le mouvement ouvrier.

Une preuve encore, s'il en était besoin, de la nécessité de l'auto-organisation des femmes. Nous le disions dans notre lettre ouverte : « de telles pratiques mettent en évidence la nécessité pour les travailleuses non seulement de prendre leur part du combat commun, mais aussi de s'organiser dans un mouvement

autonome dont la lutte remette en cause la place des femmes dans cette société et les rapports d'oppression hommes-femmes ».

Nous partageons sur ce point l'avis de Gisèle Moreau qui, interrogée à la fête de Paris organisée par le Parti communiste, était prête à stigmatiser pareilles brutalités sexistes.

Conformément au droit de réponse sans lequel il n'est pas de débat démocratique et pour que les travailleurs et les travailleuses, majeurs, puissent juger en connaissance de cause, nous demandons la publication de ce texte dans la Vie ouvrière et Antoinette.

Cette année a aussi vu se constituer différentes commissions de travail inter-groupes de quartiers. Ainsi un groupe s'est constitué sur l'emploi, un autre a travaillé tout l'année sur la création d'un centre de femmes qui permettrait de centraliser les luttes de femmes dans les entreprises, les quartiers, de coordonner les différentes initiatives, de diffuser, informer, briser l'isolement des groupes.

C'est ce qui s'est passé ou plutôt pas passé pendant les 10 heures sur le viol à la mutualité qui nous a permis de faire le constat de nos nombreuses carences et nous a définitivement permis de rompre avec une image du féminisme telle que nous l'on offert à cette occasion les FR et Psychanalyse et politique. Il y a eu trois semaines de préparation mais au cours desquelles, le courant lutte de classe n'a pas su s'exprimer clairement : il n'y a eu aucun débat politique clair sur la façon d'aborder le problème du viol, sur l'analyse que l'on pouvait en faire, sur le rôle du mouvement en tant que force collective organisée pour lutter contre le viol, contre les agressions que les femmes subissent quotidiennement.

Il n'a pas été question une seule fois de ce qui s'était passé à Vincennes lors de la grève des étudiants, où des étudiantes réunies en commissions femmes se sont fait violemment agresser par des mecs (l'une d'elles était restée une semaine à l'hosto après avoir reçu d'un mec un coup de pied dans le ventre). Pas une seule fois n'a été posé le problème d'une violence collective du mouvement, sous quelle forme, dans quelles circonstances. Alors qu'à la Mutualité, des femmes n'ont trouvé comme solution que le port individuel d'une arme ! passant sous la table tout l'acquis du MLF, en tant que forme collective capable de faire échec à la violence phallocratique. Trois semaines de préparation au cours desquelles on avait fait le choix d'un meeting, donc d'une intervention publique qui devait s'adresser à de nombreuses femmes. Or peu de camarades ont pu prendre la parole, peu se sont battues pour la prendre car c'était bien de cela dont il s'agissait : se battre pour parler, pour s'exprimer sur un problème grave pour nous toutes. Et sur lequel on aurait dû pouvoir définir des objectifs de lutte, de nombreuses femmes n'ont pas trouvé ce qu'elles désiraient dans ces 10 heures. Et nous sommes reparties avec l'idée que tout reste à faire. Le débat dans le mouvement doit reprendre tout de suite. Nous devons nous donner les moyens de réagir comme force collective organisée et non plus comme individuelle. C'est de l'avenir du mouvement dont il s'agit.

NATHALIE

d
u
c
o
t
é
d
e
s
g
r
o
u
p
e
s
i
n
t
e
r
n
e
t
i
o
n
a
l
e
s

aux femmes qui arrivaient ce qui venait de se passer. Des débats s'engagèrent sur la politique de la CGT en direction des femmes, sur la liberté d'expression et la démocratie à l'intérieur du syndicat, sur l'attitude d'un SO chargé de « parquer » les femmes travailleuses et de les garder des « mauvaises » influences, en l'occurrence de la nôtre, et composé uniquement d'hommes qui ressemblaient plus à des hommes préhistoriques qu'à des militants syndicaux du XX^e siècle.

Lors des AG de préparation de la manif du 1^{er} mai, forte de cette expérience, certaines d'entre nous auraient pu se douter des problèmes que nous allions rencontrer pour notre insertion dans le cortège syndical d'autant que la question de notre place dans le cortège syndical fut au centre des débats !!! Deux propositions se dégagèrent : les groupes femmes entreprises défileraient de façon autonome dans leur cortège syndical et rejoindraient à la fin de la manif, les groupes de quartiers. Tous les groupes femmes entreprises et quartiers défileraient ensemble avec leurs banderoles respectives. Ce fut la première proposition qui fut retenue. Les URP CGT et CFDT nous reçurent après que nous leur ayons envoyé un pneumatique et il fut décidé en commun accord que nous nous placerions derrière l'UD CGT 77.

FEMMES EXPLOITEES, FEMMES OPPRIMEES, PRENONS NOS LUTTES EN MAIN !

La majorité des chômeurs sont des chômeuses

Femmes, nous qui sommes les moins qualifiées, nous qui venons travailler quand ça arrange le patron, quand le salaire du mari ne suffit plus, quand on a pas encore de mari, quand on en veut pas, quand on en a plus. Femmes toujours mineures, qui n'avons droit qu'à un salaire d'appoint, qu'on encourage à faire des enfants, et à accepter en contre-partie le salaire maternel (même pas le SMIC). On nous veut soumises, dociles, on nous dit : retourne à ton foyer en période de crise économique, FEMMES, NOUS SOMMES LES DERNIERES EMBAUCHEES ET LES PREMIERES LICENCIEES !

Les femmes relèvent la tête !

BEAUCOUP DE TRAVAILLEURS EN LUTTE SONT DES TRAVAILLEUSES !

La grève des banques, la grève des PTT, les grèves de Grandin, Gringoire, Everwear, Thône Poulenc, Bourgogne Electronique, Argus de la presse parlée...DES FEMMES. Les femmes prennent leur part au combat contre l'exploitation commune, et pourtant :

- IL a sacrifié sa famille à la lutte : chapeau !

ELLE a abandonné ses enfants pour la grève : mère indigne !

- IL a occupé toute la nuit, il met les pieds sous la table en rentrant,

ELLE ne va pas occuper la nuit : qui ferait à manger à la maison ?

- IL n'était pas contre une crèche pendant la grève, mais ce n'était pas prioritaire, c'était vital pour que les femmes participent plus à la lutte. Mais ELLE n'a pas osé insister.

- IL prend la parole, on ne sera peut-être pas d'accord mais on l'écoute.

ELLE parle, on serait peut-être d'accord si on l'écoutait.

Alors la lutte au coude à coude n'annule pas automatiquement le « handicap » d'être femme ; c'est pourquoi nous nous sommes regroupées, dans les quartiers, dans les entreprises, les lycées et les facultés pour prendre nous même en charge ces problèmes qu'on nous disaient « privés ». Ensemble nous découvrons la solidarité entre femmes. Ensemble, nous découvrons notre capacité d'initiative.

LE MOUVEMENT AUTONOME DES FEMMES EST LA GARANTIE D'UNE TRANSFORMATION RADICALE DES RAPPORTS SOCIAUX.

C'EST LE SENS DE NOTRE PARTICIPATION AU PREMIER MAI !

NOUS VOULONS LE TEMPS DE VIVRE, DE REFLECHIR, DE LUTTER

Nous refusons de courir de la maison à l'usine ou au bureau, en passant par le super marché, la crèche et la nourrice.

NOUS VOULONS LA DIMINUTION DU TEMPS DE TRAVAIL POUR TOUS ET POUR TOUTES

Nous refusons ces métiers féminins dans lesquels on nous parque, ces métiers d'exécution où notre souplesse et notre dextérité font merveille. Ces métiers répétitifs où notre sous formation nous conduit : 60 % des OS sont des femmes. Ces métiers sous payés qui font que le salaire moyen des femmes est de 33 % inférieur à celui des hommes. Nous refusons que le chemin de l'avancement passe par le lit du petit chef. Nous voulons l'accès à toutes les formations, à toutes les qualifications. Nous refusons d'être cantonnées dans ce rôle de fée du logis comme si c'était dans notre nature d'avoir les mains dans la vaisselle quand il a les pieds sous la table, ou qu'il est au café, aux réunions syndicales ou politiques. Nous refusons ce rôle d'objet sexuel qui fait de notre corps l'objet d'agressions perpétuelles.

NOUS DENONCONS LE VIOL : A Toulouse, des fascistes violent et torturent une femme. A Besançon, un « digne » gendarme divorcé viole, ailleurs. Nous voulons que le viol soit reconnu pour ce qu'il est : un crime sexiste. Nous n'avons comme seule garantie de lutte contre le viol que notre propre auto-défense.

NOUS VOULONS DECIDER d'avoir ou non des enfants, pour que nos grossesses ne soient plus des fatalités ! Nous voulons l'avortement et la contraception libres et gratuits y compris pour les mineures et les immigrés. Nous voulons sur les lieux de travail et d'habitation des centres d'orthogénie prévus par la loi. Nous voulons des crèches gratuites, ouvertes 24 H sur 24, avec un personnel mixte parce que la garde des enfants est un problème collectif et non pas une spécialité inscrite dans nos chromosomes.

EXPLOITEES VIOLEES ;

C'EN EST ASSEZ !

C'EST TOUTES ENSEMBLES QU'IL FAUT LUTTER !

PAS DE FEMINISME A L'ECART DES COMBATS SOCIAUX !

PAS DE COMBATS SOCIAUX QUI FASSENT LE SILENCE SUR NOS LUTTES !

Groupes femmes de quartier d'entreprises, de lycées et de facultés.

Une fois encore, nous faisons l'expérience de l'idéologie profondément phallogratique du mouvement ouvrier. Dans les sections syndicales, de nombreuses lettres ouvertes à la CGT furent envoyées aux unions locales et départementales de la CGT. La coordination parisienne des groupes femmes se fit l'écho de cette dénonciation du sexisme dans les rangs de la classe ouvrière, tenta d'organiser le débat dans les différents journaux dont seuls l'extrême gauche, *Rouge* et *Libération* s'en firent l'écho et aussi publièrent la réponse que la CGT envoya 3 semaines plus tard et dans laquelle elle demandait à ses militants d'être vigilants contre cette campagne anti-CGT d'envergure qui fait apparaître nos militantes comme des brutes !!!

voici la lettre qu'envoya la coordination parisienne des groupes femmes, à la vie ouvrière (hebdomadaire de la CGT) et à Antoinette, magazine de la CGT, adressée aux femmes



*Et si
on tentait
de
reconstituer*

NOTRE HISTOIRE

Mai 68 ce fut la révolte des étudiants, des milliers de travailleurs en grève, la dénonciation des tabous, la remise en cause des oppressions, la volonté de vivre autrement.

Pourtant, de l'oppression des femmes, **personne** parla.

On parla beaucoup de faire l'amour, de libérer nos corps. **Mais** cette libération de la sexualité ne nous libérait pas, une nouvelle forme d'oppression s'instaurait : les hommes restaient les initiateurs, les dominateurs quand ils ne furent pas les violeurs.

Après mai 68, renouveau politique de l'extrême-gauche qui se fait sans poser le problème de notre oppression spécifique **pourtant**, 1970 : apparition des AG des Beaux Arts, 1^{er} lieu de regroupement des femmes sous le signe de la révolte. 1971 :

- création de groupes femmes de quartiers où nous apprenons à nous connaître, à nous parler.

- manifeste des 343 femmes déclarant publiquement avoir avorté, posant ainsi la question de la libre disposition de notre corps.

Mai 71 : parution du Torchon Brûlé ; expression de l'ensemble des courants qui se dessinent en filigrande dans le mouvement (des féministes radicales aux féministes « lutte de classe ») il affirme publiquement que **seules** les femmes peuvent lutter contre leur propre oppression.

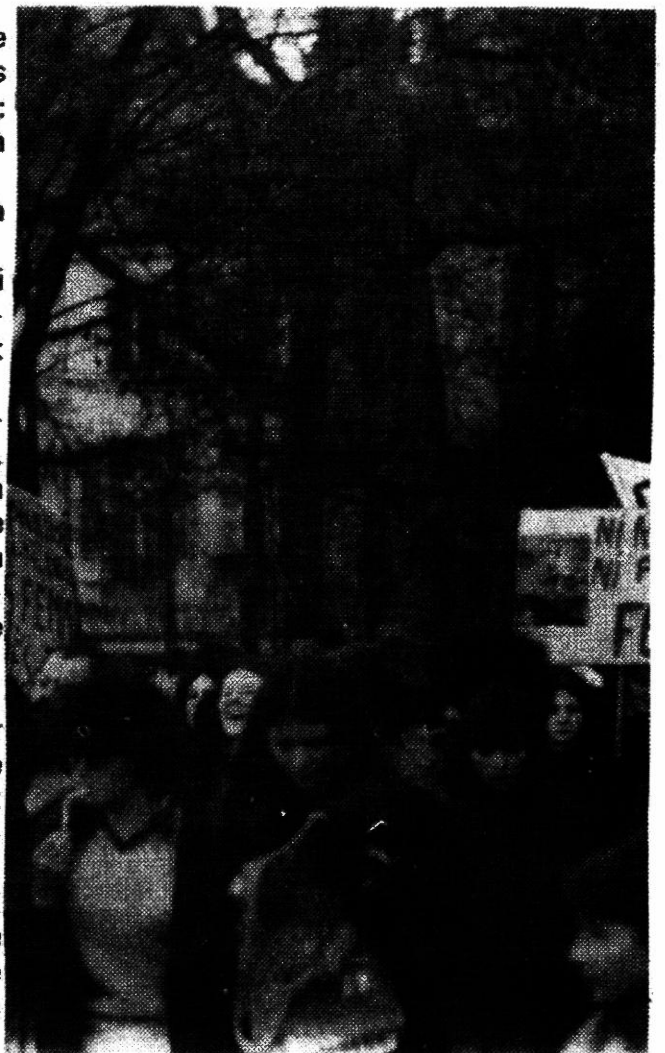
1972 : Procès de Bobigny : la lutte pour l'avortement prend une nouvelle ampleur. Le Mouvement pour la Libération de l'Avortement et de la Contraception, mixte, traversé par divers courants (extrême-gauche, planning, CFDT...) engage la bataille de l'avortement. Dans le MLF, **seule** une partie du courant lutte de classe se bat pour une intervention collective des femmes dans le MLAC. L'immaturité du MLF se révèle dans notre incapacité à transgresser la lutte réformiste pour l'avortement en lutte contre notre oppression (utilisation de notre corps par le système capitaliste).

1972 : à travers les AG se dégage les différents courants du mouvement :

- **Les Féministes Radicales**, toujours à l'initiative d'actions spectaculaires ; pour elles seule la provocation permet la prise de conscience « La lutte révolutionnaire doit s'attaquer à la classe patriarcale plutôt qu'à la classe capitaliste qui n'en est que la représentation historique » Christine Dupont, l'ennemi principal dans Partisans : « Libération des femmes, année zéro ».

Elles ont donné naissance à la Ligue du Droit des Femmes et au GLIFE.

Le GLIFE : lieu de rencontre des femmes créé à l'initiative de quelques FR ; or le capital financier investi pour sa réalisation était détenu par une seule femme qui de ce fait avait droit de veto sur toutes les décisions ; la proposition d'une gestion collective ayant été rejetée , il y a eu éclatement du GLIFE (fin 75).



La Ligue du Droit des Femmes, créée en mars 74 édite les « Nouvelles Féministes » (directrice de publication : Simone de Beauvoir). S'organisant en groupes de travail, elles se sont donné pour objectif d'informer les femmes sur leurs droits (femmes battues, divorce, viol...) et de promouvoir une législation anti-sexiste. (Pour la petite histoire, Giroud s'est souvent inspirée de leurs projets)

- **Psychanalyse et Politique** : groupe d'auto-analyse qui recherchait un lieu entre féminisme et psychanalyse. Grâce à la librairie et à la maison d'édition qu'elles ont créées, elles permettent la publication et la diffusion d'écrits de femmes souvent rejetés par la censure phallocratique des maisons d'éditions.

Les groupes-femmes de quartiers, d'entreprises, appelés aussi le courant lutte de classes du Mouvement tenta de montrer que derrière chaque aspect de l'oppression de la femme, il y a une réalité sociale qui la conditionne. En refusant l'idée que les femmes de la bourgeoisie et de la classe ouvrière ont les mêmes intérêts, il met l'accent sur la responsabilité de la classe bourgeoise dans notre oppression, tout en affirmant que le capitalisme a su se servir des structures sociales patriarcales pour mieux asseoir sa domination.

Mais au débat théorique sur l'oppression, venait s'ajouter l'explosion de luttes auxquelles participaient de plus en plus de femmes. Certaines de ces luttes ont revêtu un caractère nouveau : des femmes de plus en plus nombreuses prenaient conscience que leur participation à la lutte n'était pas la même que leurs camarades hommes.

C'est LIP, Cerisay, les banques en 74...

Dec 73 : colloque sur l'emploi : Les femmes de LIP mettent en avant la création de commissions femmes syndicales.

1974 : face à ces luttes nouvelles, proposition des groupes parisiens rassemblés autour du journal les « Pétroleuses » d'une rencontre nationale des différents groupes

15 / 16 juin à Bièvres : 1 000 femmes, 300 groupes. A cette rencontre autant de cheminements, autant de luttes menées par les femmes qui révélaient en fait une prise de conscience différenciée du féminisme mais dont **personne** n'a rendu compte à ce moment là. Après Bièvres, les groupes étaient désarmés, sans bilan enrichissant du mouvement, sans synthèse de la rencontre et sans axes de lutte définis.



En même temps, les divergences qui existaient dans l'extrême gauche pesaient de tout leur poids dans le courant lutte de classe du MLF et au lieu de l'enrichir, a provoqué son éclatement.

C'est ainsi que le courant **Femmes en Lutte** décide la rupture à partir d'une plate-forme de lutte où les revendications qu'elles avancent reflètent des positions « ouvriéristes » sur le Mouvement (il faut donner la direction du Mouvement autonome aux femmes ouvrières). Cette démarche, visant à intégrer les préoccupations des femmes travailleuses dans le mouvement des femmes était certes juste, mais elle signifiait aussi pour « Femmes en Lutte » l'abandon de toute spécificité de l'oppression des femmes, pour ne privilégier que la lutte contre l'exploitation capitaliste.

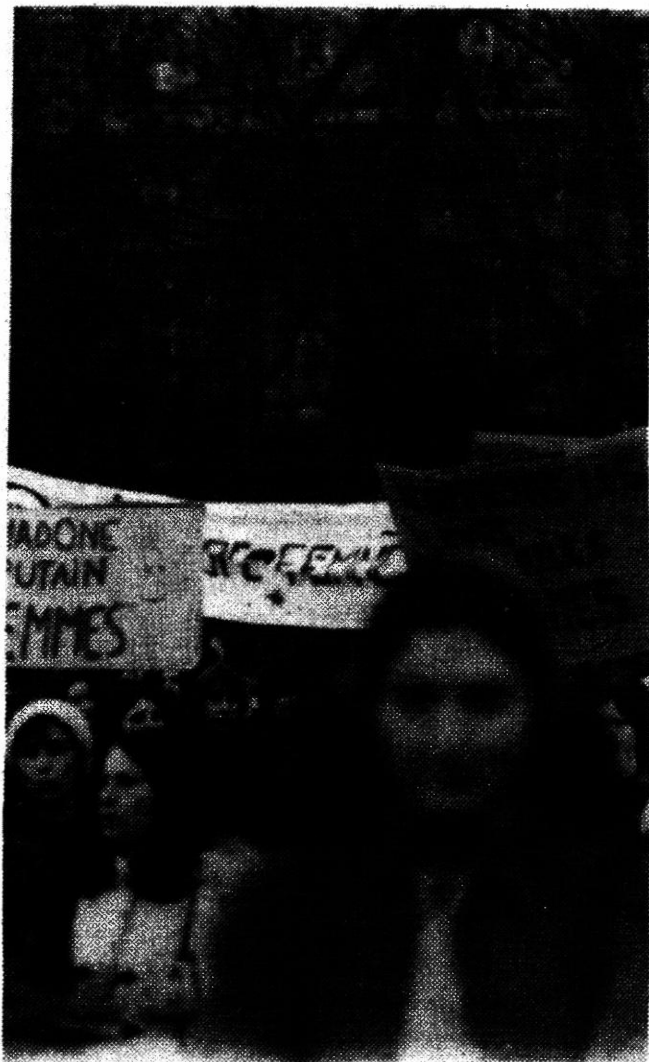
Le courant **Elisabeth Dimitriev**, constitué bien avant Bièvres, regroupait des femmes luttant pour leur libération sur des bases autogestionnaires : il faut développer une avant-garde féministe qui propose des revendications permettant aux femmes de prendre charge leurs propres luttes et de contrôler « les solutions transitoires esquissées pour différents problèmes » (cf plate-forme « pour un féminisme auto-gestionnaire »).

Quant aux **Pétroleuses**, elles se définissaient à travers une conception plus « large » du Mouvement, mais sans plate-forme revendicative qui aurait pu aider à la radicalisation des luttes des femmes : nous étions incapables d'avoir des débats clairs sur ce que nous voulions faire ; les seules garanties de classe du mouvement que l'on proposait étaient uniquement d'ordre organisationnelle et non pas d'ordre politique. Derrière notre immaturité politique et derrière ces tentatives d'organiser le mouvement, se situe l'échec des coordinations parisiennes des Pétroleuses, de moins en moins prises en charge par les groupes.

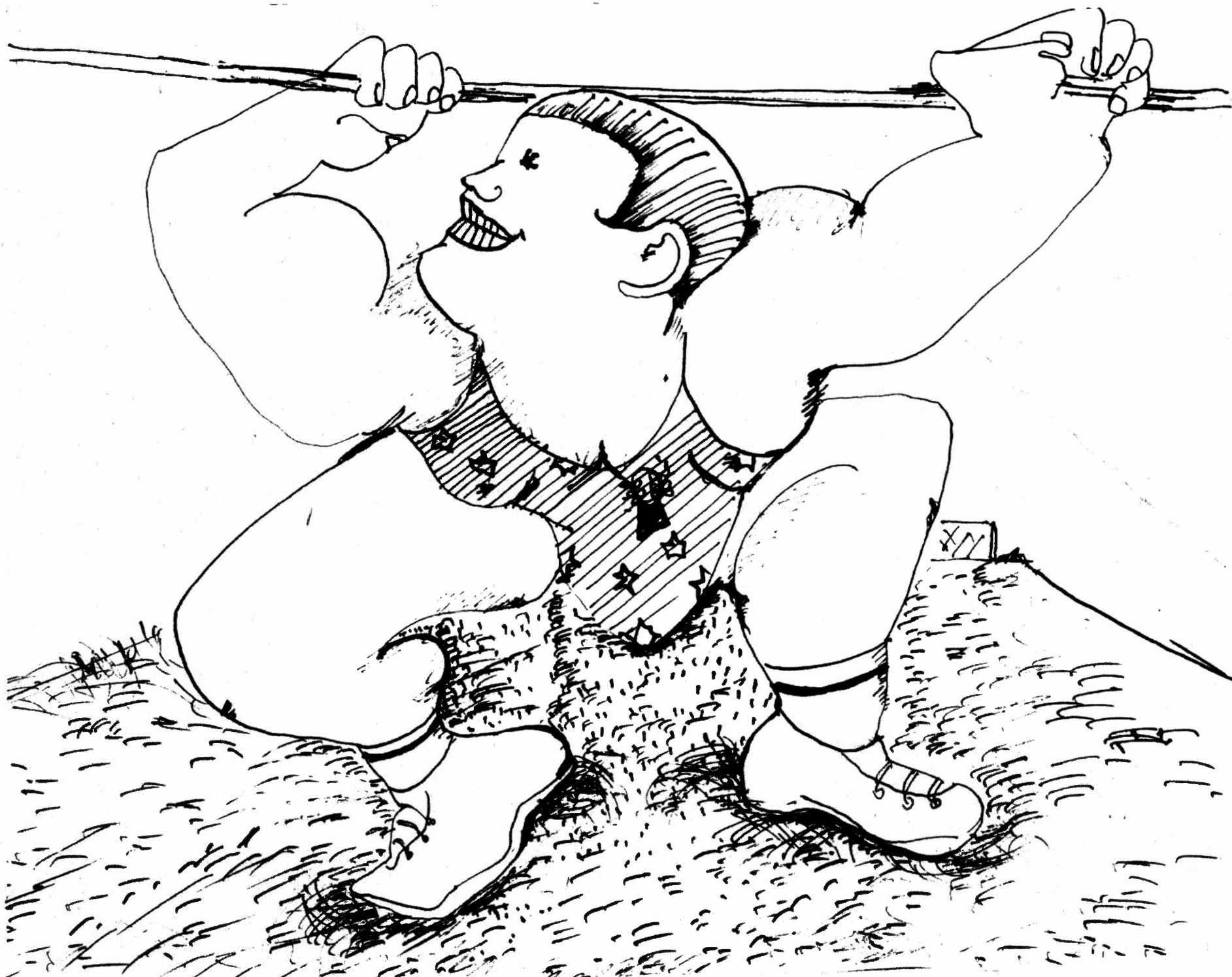
Nous avons trop longtemps vécu sur les acquis du MLF sans donner les moyens de théoriser notre pratique, d'avoir une vision un peu claire de notre lutte et de nos objectifs, ce qui nous a empêché trop souvent d'intervenir en tant que force constituée.

Il est temps aujourd'hui de tirer un bilan écrit des différents groupes se réclamant de la tendance lutte de classe, de le faire circuler dans le mouvement afin d'aider à son murissement politique, d'en finir avec cet éclatement. Nous devons nous donner les moyens de jeter les bases d'un mouvement consciemment féministe ET ayant une pratique de classe.

Nathalie



le sport au féminin



Au début du sport anglais institué par la société capitaliste en plein essor, il n'y a pas de place pour les femmes, elles n'ont pas accès aux compétitions sportives; la moitié de la société exclue de la vie publique, l'est aussi de la forme dominante de loisirs érigée en un modèle social. Toute l'idéologie du sport encourage l'être viril. C'est le domaine de l'homme fort, de la compétition et de l'agressivité, de l'affirmation et du dépassement de soi. Le triomphe du sport capitaliste

au niveau mondial, c'est la mise sur pied des Jeux olympiques modernes. Lors des premières manifestations, les femmes sont exclues du stade, mais, contrairement aux Jeux de la Grèce antique, elles ont droit aux tribunes où elles ont un rôle déterminant. « Pour les femmes, la fête sportive est aussi un concours d'élégance! C'est à peine si elles peuvent deviner ce qui se passe sur le stade, ces ravissantes créatures, avec leurs chapeaux cloches profondément enfoncé jus-

qu'aux yeux, cachant les cheveux coupés court à la dernière mode. Certaines de leurs compagnes préfèrent encore abriter leur teint de rose et de lis sous les encombrantes plumes d'autruches ». Monique Berlioux « d'Olympique à Mexico ».

En 1912, les femmes sont admises à concourir dans les épreuves de natation et en 1928 en athlétisme, sport roi et dans quelques autres spécialités. A partir de cette époque, la participation des

femmes aux JO est officialisée malgré l'opposition violente des organisateurs: Pierre de Coubertin dira: *Le sport est une passion qui, comme toutes les passions ne peut ne pas engendrer de grabuge. Eh bien! ce grabuge là n'est pas fait pour les femmes.* La charte olympique a de grands principes fondamentaux. Dans le premier paragraphe, il est précisé.

Aucune distinction n'y est admise, à l'égard d'un pays ou d'une personne, pour des



motifs de race, de religion ou d'attaches politiques. Pourtant un règlement spécial est fait pour les femmes, elles n'ont pas le droit de participer aux compétitions dans les concours masculins. Elles ont leurs propres concours. C'est difficilement justifiable, surtout lorsque l'on sait qu'en ce qui concerne les enfants, il n'y a pas de limite d'âge. Paragraphe 28 des règles des JO : *aucune limite d'âge n'est prescrite par le comité international olympique pour les concurrents aux Jeux olympiques.* Les premières femmes qui apparurent sur le stade essuyèrent quolibets et critiques de tous. *Que les femmes pratiquent tous les sports si elles veulent, mais ne s'y exhibent pas.* Pierre de Coubertin. *En aucun cas, nous n'oserons soutenir l'utilité des compétitions sportives pour les femmes. Tout exercice qui s'accompagne de heurts, chocs, secousses, est dangereux pour l'organe utérin. Rappelons le vieil adage latin : tota mulier in utero.*

Dr Boigey dans *Manuel scientifique d'éducation physique.* Tous ces arguments mettent en relief la conception de « l'idéal féminin » et l'envers de la médaille c'est-à-dire ce qu'il implique comme oppression dans la vie des femmes. L'idéal féminin c'est la femme fragile, délicate, belle, objet de désir et la femme féconde, procréatrice. L'oppression des femmes, c'est le ghetto de leur

vie. Si le corps féminin est objet de désir et de plaisir pour les hommes, il est accepté au sein de la vie privée mais rejeté dans toute apparition publique ; la répression sexuelle le rend indécent, amoral. Les femmes ne doivent pas s'exhiber, un corps de femme dénudé est perverse, leur place est au foyer. L'oppression des femmes, c'est aussi le ghetto de leur corps, puisque le désir mâle veut un corps objet qui ne bouge pas, ne vit pas, ne transpire pas. Quand aux prétextes biologiques, nous verrons tout à l'heure à quel point les justifications scientifiques se modulent en fonction des nécessités idéologiques, économiques, bourgeoises.

Les femmes sont entrées dans l'institution sportive malgré l'idéologie réactionnaire à la suite de luttes. C'est vers 1900 qu'apparaissent des sections femmes, sous sections à l'intérieur des clubs masculins. En 1903 la *marche des midinettes* défraya la chronique parisienne : ce sont les ouvrières des ateliers de couture qui, attirées par le mouvement sportif organisent une compétition de marche à pied dans les rues de Paris, après s'être longuement entraînées. Ces jeunes filles échevelées, suantes, exténuées s'exhibant en public, font scandale. L'inconvenance est poussée jusqu'à la dernière limite : elles ont osé se débarrasser de leur corset, de faire fi de l'élégance féminine habituelle. En fait, c'est essentiellement après la guerre de 14-18 que les femmes s'installent dans le mouvement sportif. En 1922 les féminins organisent des JO spécifiquement féminins à Paris avant d'être définitivement acceptées aux *vrais* JO.

En effet la période de 14-18 marque un tournant important dans l'évolution de l'émancipation des femmes en Europe. Pendant la guerre les femmes remplacèrent les hommes sur le marché du

travail. En Angleterre il y a une augmentation de 792 000 femmes dans l'industrie, en Allemagne cet accroissement est de 842 964 pour le secteur minier, en métallurgie, mécanique et chimique. En France 684 000 femmes sont envoyées dans les usines d'armements. Ces femmes certes sont surexploitées dans le travail et ont été partout renvoyées au foyer à la fin de la guerre. Mais pendant cette période les travailleuses sont combattives, elles participent aux grèves ouvrières pour les conditions de travail, se battent pour la prise en charge de leurs revendications spécifiques par les syndicats, prennent à leur compte le combat contre la guerre impérialiste. De ces quatre années, il reste quelques conquêtes partielles sur les conditions de travail, les droits syndicaux et juridiques des femmes. Leur participation active à la vie sociale constituent surtout une for-

midable expérience de luttes, qui leur permettrons par la suite d'imposer de nouvelles conquêtes.

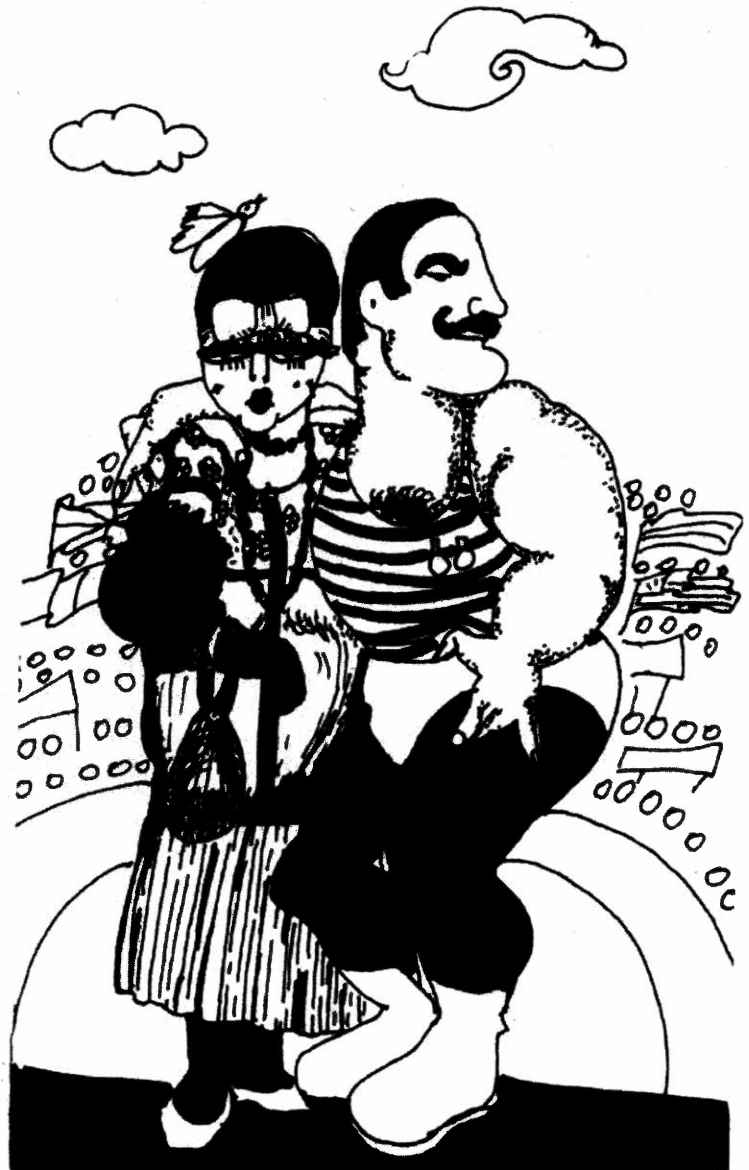
1919 : le droit de vote pour les femmes est discuté au Sénat (il est refusé)

1920 : l'autorité maritale sur l'épouse est supprimée. La femme redevient civilement majeure, ce qui lui permet par exemple de se syndiquer sans l'autorisation du mari.

1936 : Mesures du front populaire en faveur de la diminution de l'abattement des salaires féminins par rapport aux salaires masculins. De 45 % en 1913 il passera à 13 %.

1945 : Le droit de vote est enfin reconnu pour les femmes.

Une série de changements secondaires ont lieu dans un certain nombre de domaines comme par exemple l'évolution de la mode. Dans les années 20-30, c'est la mode de la garçonne, cheveux courts, jupe raccourcie, plus



de corset ; elle aide à une certaine liberté plus grande des attitudes, de la démarche, des comportements. C'est aussi une participation plus riche à la vie culturelle, aux exploits sportifs : notamment en aviation où Hélène Boucher devient célèbre. Ce sont là des manifestations de la volonté des femmes de sortir de leur foyer, qui seront d'ailleurs souvent récupérées par la bourgeoisie.

L'appel en masse à la main d'œuvre féminine pendant la guerre impérialiste, est aussi un pas franchi vers l'éclatement de la famille bourgeoise. La famille, c'est le domaine de la vie privée, le lieu de la reproduction de la force de travail, c'est là que sont confinées les femmes. Tout ce qui est du domaine de la vie publique, production, loisir, sport lui est interdit. C'est l'évolution même du système capitaliste, le besoin de plus en plus grand de cette main d'œuvre de réserve qui entraîne cette tendance à l'éclatement de la famille.

L'entrée des femmes au travail permet à la fois :
- la lutte pour le droit au travail, pour la participation à la vie publique, droit de vote, phénomène sportif.
- et la possibilité de poser les problèmes de reproduction, c'est-à-dire la garde des enfants, du travail ménager, de la maternité, de l'avortement, tout ce qui est considéré comme « la vie privée », en premier lieu la vie sexuelle, le corps, au monde du travail. La bataille pour l'avortement par exemple a pu être reprise en charge par une partie du mouvement ouvrier.

Le refus de la séparation vie privée, vie publique, c'est aussi le refus de la division des tâches entre hommes et femmes.

Nous nous heurtons toujours à une difficulté lorsque nous analysons la place des femmes dans l'institution sportive et sa signification. Il y a de toute évidence une discrimination sexuelle, mais nous ne pouvons pas revendiquer



quer pour autant une place égale dans cette institution que nous savons aliénante. Nous voulons essayer de montrer :

1) Que la place des femmes dans l'institution sportive est le reflet de la place des femmes dans la société, et une tentative d'intégration de leurs luttes dans cette société.

2) Il existe une opposition entre l'idéologie sportive et les valeurs féminines traditionnelles qui ne sont en fait que les deux versants d'une même clôture.

La société tire profit de leur participation au mouvement sportif. Les médailles féminines ont aussi leur importance, les femmes reproduisent les modèles sportifs dans l'éducation des enfants. L'autre côté de cette aliénation impose aux femmes des activités qui ne peuvent être satisfaisantes pour elles car elles n'y ont qu'une place de sous catégorie au prix de la perte de leur identité dans le monde viril.

3) La réponse de Françoise Giroud, réponse qui se veut féministe, est de lutter uni-

quement contre un aspect de cette discrimination sexuelles dans le sport : l'aspect quantitatif : *Les fédérations devront établir et exiger un quota de participation féminine aux instances dirigeantes à tous les niveaux (clubs, ligues, fédérations). Lorsqu'un club se crée, il faut qu'il prévoit systématiquement une section féminine.*

C'est la promotion du sport féminin. On ne peut pas dire actuellement qu'il y ait émancipation de la femme par le sport. Revendiquer plus de place dans cette institution c'est entériner un système dans lequel en tant que femmes nous n'avons qu'une place d'opprimées. La mise en évidence de l'opposition entre idéologie sportive et valeurs féminines traditionnelles est au contraire pour nous une raison supplémentaire de lutter contre l'institution sportive.

Les femmes font parler d'elles, les femmes se réveillent, se révoltent. Il fallait canaliser ce mouvement au plus vite, récupérer et ! Giroud est arrivée !

Ce faisant fort de réparer les injustices faites envers les femmes, son secrétariat se met en campagne. Même le sport est à l'honneur et Christine Debourse et Michèle Decouste les collaboratrices de Giroud, font une étude relative au développement du sport féminin.

L'année de la femme se terminant, le SNEP semble lui aussi se pencher sur le problème des femmes et publie dans le bulletin 82 de décembre 1975 de larges extraits de ce rapport. Or la seule critique que fait le SNEP à ce rapport, est le manque de moyens accordés pour mettre en œuvre les propositions d'actions de Giroud. Quant à nous, enseignantes d'EPS, nous pensons devoir apporter une dimension radicalement différente à cette critique.

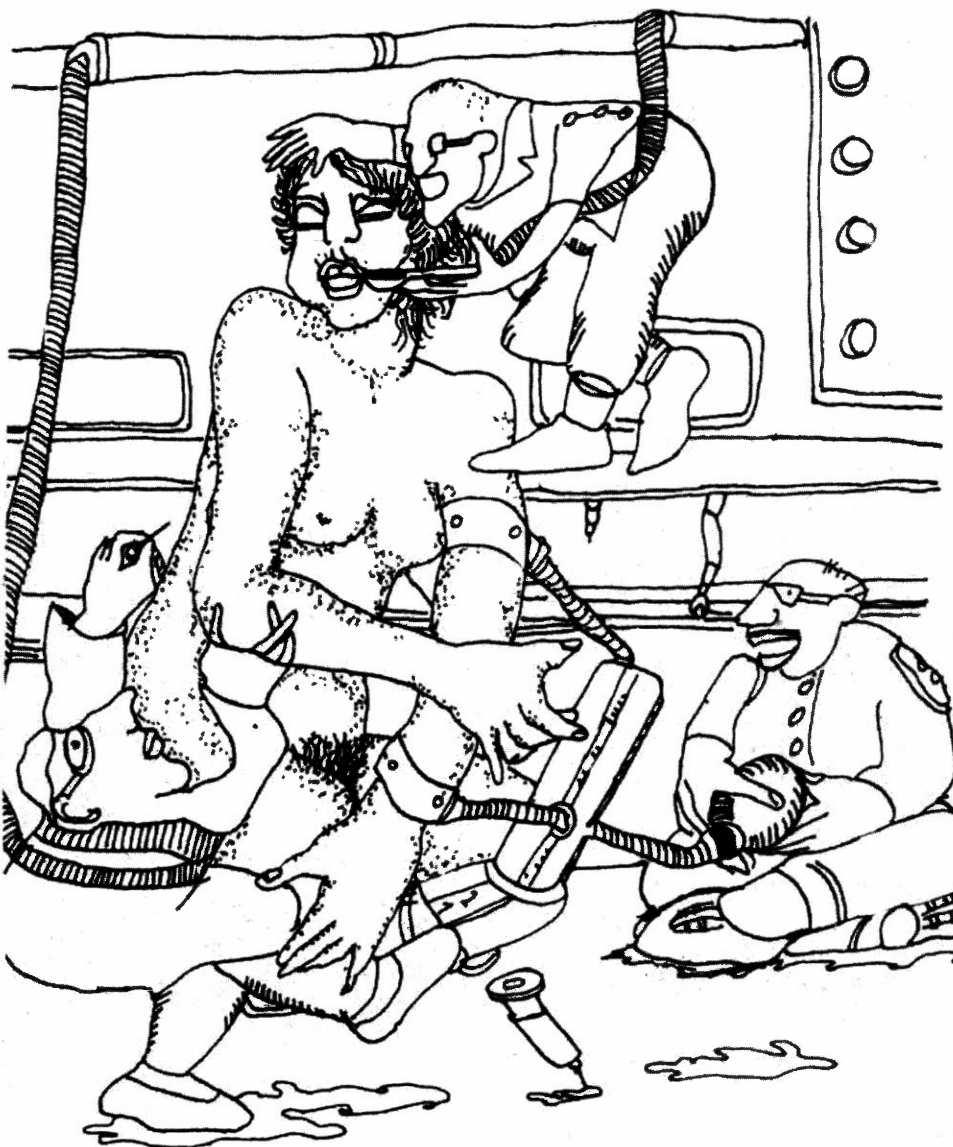
De plus en plus tout le monde s'accorde pour dire que l'éducation sexiste qui existe actuellement renforce et aide à perpétuer l'oppression des femmes. En effet, d'après toutes les observations qui ont pu être faites chez les jeunes enfants, on s'aperçoit qu'il n'y a pas de différence importante entre filles et garçons en ce qui concerne la force et les performances physiques. Or dès la fin de l'école maternelle on constate déjà une accentuation de la supériorité du garçon sur la fille qui ne peut être attribuée uniquement à la biologie comme on a trop tendance à vouloir nous le faire croire.

Si nous dénonçons cette éducation sexiste comme Giroud prétend le faire, ce n'est certainement pas dans les mêmes intentions, ni avec les mêmes perspectives. Ah ! Mesdames la libération est à la mode, libération de soi, libération de son corps. N'hésitez plus, faites du sport ! Il vous apportera nous dit Christine Debourse *un équilibre moral que la femme ne trouvera pas dans sa cuisine, derrière ses casseroles.*

La FSGT pour sa part veut aussi développer le sport féminin, concilier le rôle de la femme et celui du sport : « le sport et la femme c'est possible », « le sport et la femme c'est souhaitable au niveau de la libération de soi, de la libération de son corps ». Mais quel sport féminin nous propose-t-on ?

Si ce n'est l'alignement des femmes au modèle sportif dominant ! Le sport encense l'idéal de virilité qui est fonction de la force, de l'agressivité, du dépassement de soi, et de l'esprit de compétition. Toutes ces qualités demandées au sexe masculin sont valorisées dans la société actuelle, et elles sont requises et développées par le sport. En fait les critères de cette forme dominante d'activité corporelle sont le reflet de la société capitaliste et phalocrate. Le sport apparaît pour certaines femmes comme un moyen de lutter contre leur « infériorité ». Ainsi certaines « militantes féministes » du sport déploient un effort pitoyable pour prouver qu'elles sont à la hauteur dans le domaine de l'aliénation sportive (droit pour les femmes par exemple, de courir le 1 500 mètres pitoyable en effet cet effort qui pousse les femmes à vouloir s'élever jusqu'aux hommes. C'est reconnaître comme seule et unique valeur l'étalon homme. La lutte des femmes doit passer au contraire par la reconnaissance de son identité, et non conduire à calquer les comportements et attitudes mâles.

La lutte contre l'aliénation du corps passe pour les hommes comme pour les femmes par le refus de l'institution sportive, ou l'entraînement devient démentiel, les athlètes des mécaniques aux mains de médecins et des entraîneurs, comme les ouvriers à la chaîne, l'individu est morcelé, opérateur d'un geste stéréotypé et mécanisé. Le corps de la femme est aussi



découpé, morcelé en autant de terrains à explorer, toujours étudié par rapport aux possibilités masculines. **Nous, nous ne pensons pas que la pratique du sport soit un moyen d'émancipation des femmes.**

Les femmes sont depuis très longtemps opprimées au niveau de leur corps, de leurs attitudes, de leurs mouvements, de leurs comportements, considérées comme reproductrices, longtemps tenues à l'écart de toute activité de l'humanité (la chasse, la guerre, le travail productif). C'est pourquoi nous devons sortir de ce carcan qu'est le foyer, la famille et demander :

1) Le droit à la libre disposition de notre corps. En ce sens le mot d'ordre « faites du sport » n'a rien de subversif contrairement à celui des militantes du MLAC (mouvement de libération pour l'avortement et la contraception) qui réclamaient

lors de la bataille sur l'avortement la libre disposition de leur corps. Dans l'institution sportive le corps des femmes entre dans la loi, il est « entre de bonnes mains ».

2) Le droit à une pratique corporelle qui conduise à une exploration des possibilités de notre corps, au développement de la créativité, de l'expression, à la recherche du geste pour le plaisir qu'il procure et non pour maigrir, être belle ou obtenir des médailles pour la France. Nous refusons de nous conformer à l'idéal de virilité développé par le sport. L'émancipation des femmes ne passe pas par l'imitation des hommes. Autant de femmes que d'hommes au gouvernement, dans les instances dirigeantes des fédérations, des clubs. Autant de médailles reconnues et valorisées. C'est ce que nous propose Giroud et les « militantes féministes » du sport. C'est ce que nous dénonçons

comme entreprise de récupération face à la lutte des femmes pour leur émancipation. Sur le terrain de l'école proprement dit, se battre pour la mixité fait partie intégrante de notre lutte contre les préjugés sexistes.

- Séparer les filles des garçons ne fait que conforter les uns et les autres dans les rôles que leur attribue la société et entérine la ségrégation dans l'enseignement.

- Les classes mixtes bien que faisant ressortir le sexisme qui existe au sein de la société, permettent une prise de conscience des uns et des autres et constituent en ce sens un terrain de lutte.

- Elles amènent progressivement une autre conception de l'activité corporelle : en privilégiant le côté rationnel, le plaisir d'être ensemble, les critères de rendement ou de performances deviennent secondaires. On trouve ainsi les germes d'une remise en cause des valeurs de l'idéologie bourgeoise et phalocrate : virilité, dépassement de soi, rendement, compétition.

La libération de la femme ne peut se faire sans la suppression des rapports sociaux capitalistes, dans lesquels s'inscrit son exploitation spécifique. Mais si ce n'est une condition nécessaire, elle n'est pas suffisante. Seules les femmes sont capables, ensemble, de situer et de combattre leur oppression là où elle est.



Jacky et Danielle

* * *

« et bien soit, je me

On parle d'homosexuelle, que l'on désigne avec un grand H, cristallisant autour d'elles, de nous, de vous, toutes les attirances, les rejets, les crispations. Alors, je me sens à la fois impliquée, solidaire et absente de ce sac prêt à être jeté à la première alarme. Et bien soit, je me revendique homosexuelle. Non pas que je veuille me revaloriser de ce quelque chose de différent, ni surtout pas m'accrocher l'étiquette ; ni m'enfermer ; me piéger dans un ghetto — ce ghetto dans lequel se débattent toutes celles qui ne peuvent et ne veulent vivre ce que les normes de la morale patriarcale et bourgeoise : celle du père viriloïde, et de la mère reproductrice, qu'elle leur impose de reproduire.

Ce qui ne veut pas dire que toutes les lesbiennes soient des femmes autres - que des femmes aliénées, soumises et passives - non se serait à mille lieux de nos réalités. L'idéologie du pouvoir imprègne de la même façon nos rapports entre femmes. Le pouvoir, les rapports de force, les rôles sont autant d'aspect de notre vie de tous les jours. Il y a le pouvoir, celui des hommes forts. Qui valorisé à chaque instant, fait de toute femme une moitié de chose, sans importance, inexistante au sens figuré-vous !

Entre femmes enfin, le pouvoir est à nous/à elles. Les hommes sont bannis. Mais souvent, ils sont reconstruits à travers nos mimes ; leur pouvoir est réinvesti ailleurs, dans nos gestes tronqués, nos têtes affolées. Tout y est, même la violence : amour passion/amour violence sans mimer cette fois, les coups n'y sont plus truqués. Toute cette saloperie dont nous combattons toutes les manifestations, avec les mecs, se trouvent régler ces « autres rapports... »

Alors lorsque je parle de relations homosexuelles ; il s'agit bien d'autre chose. D'abord, on ne devient pas homosexuelle par un beau jour de Juillet, comme dans les contes de fées, une femme à femmes, à barbe, et godemichet.

Chacune a son histoire :

Un rejet un désintéressement, toute jeune : « hélas madame, ma fille ne s'intéresse pas aux garçons ! C'est si compréhensible, lorsque nos mères et nous avec, nous nous faisons bouffer les mots, les gestes, l'atmosphère, crevant à petit feu pour leur sécurité à eux. « Allons jouer dans les bois pendant que le loup n'y est pas ! »

Une réaction violente, débordante de rancœur, de vomissure pour tant d'humiliations accumulées, de mépris, piétinée par l'homme, Homo Sapiens, de son espèce. Sentiment d'autre chose, entre filles très jeunes, parquées dans des établissements non-mixtes, élevages à futur mères, ménagères. Jeu secret, grande richesse de complicité, de révolte, de couture pas faite, jamais faite, de main dans la main, de bras enlacés — pour les filles, c'est permis ? Bizarre !



revendique homosexuelle»

Maintes tentatives de division : le mec, coq serein et béat, s'introduit par la grande porte entraînant rivalités et ruptures. Alors on renie les copines, on les remise dans un coin de sa mémoire - le temps, les hommes, les mêmes nous les font oublier - ces grandes amies - ces tendres amies !

Vous y êtes, nous y sommes. Il s'agit bien de nous, de notre sexualité. Tout est encore à dire, à découvrir, hors de l'ombre des mâles — en pleurs —. Cette sexualité que nous subissons, dans laquelle on nous enferme, n'est certainement pas la nôtre ! Ce n'est surtout pas du sexisme, comme peuvent dire certaines, que dire que nous sommes réduites au plaisir des hommes, celui du « phallus bien-aimé », Zorro de nos nuits d'insomnies. Cette pénétration « curative », « bénite », s'accompagne de l'auréole de la sainte, visitée et investie du même coup, par ce pouvoir retransmis - youpie - quel blague ! Un moment de « jouissance » pour pouvoir se sentir exister, par lui et à tous les coups pour lui, pour eux ! Et si notre jouissance était ailleurs, que cantonné dans ce vagin, revaloriser pour la cause, depuis toujours jusqu'à plus jamais plus (ce n'est pas demain !)

Non nous ne sommes pas un vagin et deux ovaires !

J'avais envie de le crier, je l'ai fait.

Alors chemin faisant, débroussaillant à coup de hâche, ces rapports déglingués, je me découvre close et entière, intacte, délaissée mais inviolée moi et d'autres, piétinées quelque peu, mais si peu en rapport à avant, où je vivais d'autrui et par lui, pas si facile, mais avec beaucoup de cette force, celle qui déjoue les pièges préfabriqués qui fabriquent nos angoisses, déguisés sous l'image sociale de la « vieille fille défraîchie », « t'es pas belle et pas baisable ! », le fameux « pas baisées-mal baisées-pas baisables », formules de tous ces misogynes baveurs, qui nous veulent douceâtre, d'albâtre, jaunâtre de moisissures, enfermées dans les placards, les plumards avec le cafard. Tout ça parce qu'on leur échappe, que nous sommes bien entre nous ! Cette peur de la solitude qui nous rend prêtes à tous les compromis. Là où l'homme n'est pas...

Partout où passe Attila (qui d'ailleurs ne fait que passer) l'herbe ne repousse plus...

Erreurs !

Au sein du mouvement de femmes, se construisent, non seulement une force politique et sociale, mais aussi une autre forme d'approche des autres, de nous. A travers ces discussions, ces relations agonisent le pouvoir inacceptable, oppresseur, violemment inacceptable, pour devenir un contre-pouvoir. A travers nos regards débordants de rage et d'injures à tout ce qui nous agressent, nos rires et nos sourires, solidaires et confiants, nos soirées passées ensemble, sans se quitter...

Voilà le mythe du mec que nous avons dans la tête qui dégringole, tend à disparaître...

Notre démarche d'homosexuelle, militante du mouvement, n'est en rien limitative et restrictive - bien au contraire - elle s'inscrit dans une remise en cause globale des relations entre femmes et se prolonge dans nos rapports aux mecs/avec les mecs, dans un refus farouche de nous cloisonner, de nous plier à la norme fasciste, aux rôles et aux fonctions de femmes soumises, endurentes à la tâche, aux douleurs synonymes de « bonheur » !

C'est bien aux structures idéologiques et sociales que nous nous attaquons, et de façon radicale. A la vieille morale patriarcale du Père tout puissant, des hommes tout puissant, a la morale bourgeoise rénovée, plus rusée — plus adaptée — celle de la sexualité avec grand S la seule reconnue, celle de l'hétérosexualité. Celle de la misère sexuelle — exprimée en terme de quantité, des fois qu'on irait voir ailleurs — toujours « époncée sur notre dos », plein le dos ! Au langage conquérant plein de masculin qui l'emporte ! L'emportant !

... Et si on causait d'homosexualité ?

Dominique



Avant de dire où en est la préparation de la rencontre aujourd'hui, ce serait peut-être une bonne chose de rappeler l'histoire de ce projet.

Nous avons commencé à travailler là-dessus il y a un an environ. Nous, c'est à dire un groupe de femmes (une huitaine environ, militantes du Cercle Elisabeth Dimitriev, du courant qui se reconnaissait à l'époque des « Pétroleuses » (journal). Bref, en gros des femmes qui militaient dans le mouvement de libération des femmes depuis des années et s'y situaient dans le courant que l'on appelle grosso modo, lutte de classes, lutte de femmes.

Le thème choisi :

les femmes dans la lutte des classes, dans la lutte révolutionnaire, reflétaient bien nos préoccupations. Toute l'histoire du courant lutte de classe du MLF était en effet l'histoire d'une réflexion, d'une pratique et d'une suite d'expériences tentant de donner une réponse à la question qui était au centre de ce courant. »

quels rapports entre le mouvement des femmes et les organisations de la classe ouvrière, entre les luttes des femmes et les luttes des travailleurs pour leur libération commune ?

(voir la plate-forme du cercle E.D et l'éditorial du numéro 0 des « Pétroleuses »)

Après l'année de la femme et les réunions diverses (internationales) qui avaient rassemblé successivement les courants du féminisme bourgeois (Mexico) réformiste (Berlin) et radical (Bruxelles), il était normal que nous pensions nous aussi à nous réunir puisque nous ne reconnaissons dans aucun de ces courants-là ; d'autant plus qu'on voyait naître un peu partout en Europe, des courants et même des mouvements de masse qui se posaient tout à fait les mêmes problèmes que nous, problèmes qui nous paraissaient de plus en plus actuels et à l'ordre du jour.

Un an après où en sommes-nous ?

Nous avons rédigé et diffusé un appel auquel ont répondu des femmes de : Grande-Bretagne, Belgique, Suisse, Luxembourg, Suède, Danemark, Italie, Grèce, Espagne, France, Hollande, Finlande, Irlande.

Nous avons organisé deux réunions de préparations, à Paris en avril, à Zurich en juin, auxquelles ont été représentés 8 pays.

Nous avons écrit beaucoup de lettres, vu beaucoup de femmes, voyagé dans divers pays (avec notre argent !), rédigé quelques articles, organisé à Paris une réunion nationale sur la question etc ... et perfectionné un peu notre connaissance des langues étrangères....

Nous avons sorti en juin un bulletin sur toutes les informations que nous avons à ce moment-là.

Les problèmes, les résultats, les difficultés.

a) qui notre appel a-t-il touché ?

En France des femmes très souvent militantes d'organisations politiques qui nous ont dit : « le projet est trop politique, donc il ne peut intéresser que des militantes, donc il ne faut rien faire tant que le mouvement de femmes ne sera pas con-

struit nationalement » ; des femmes pas militantes qui nous ont dit : « ce projet m'intéresse » mais qui ne sont pas forcément venu travailler avec nous.

A l'étranger, le plus souvent des femmes proches ou membres de diverses organisations d'extrême-gauche.

A Paris ou à Zurich le problème essentiel a été que beaucoup de femmes venaient à titre individuel pour ensuite informer le mouvement de leur pays et non nous apporter les informations dont nous avons grand besoin.

Les choses ont maintenant change dans la mesure où une série de réunions nationales ont eu lieu dans différents pays sur le sujet de la rencontre européenne, si bien que la prochaine réunion de préparation en octobre doit s'appuyer sur quelque chose de plus concret.

b) Le débat aujourd'hui

A la réunion en avril à Paris, tant la discussion sur le texte d'appel restait abstraite, elle avait du mal à démarrer. Par contre un tour de table a permis de voir que dans tous les pays présents, les mouvements de femmes travaillaient sur le problème de la crise économique et ses conséquences sur l'emploi des femmes.

Or si le problème de l'emploi des femmes nous permet d'une part de saisir quelque uns des mécanismes essentiels de notre oppression, il nous confronte immédiatement d'autre part aux organisations du mouvement ouvrier.

Nous avons donc décidé de centrer la réflexion pour la rencontre là-dessus dans la mesure où nous pourrions nous appuyer sur les expériences des différents pays dans ce domaine.

A la rencontre de Zurich en juin, les femmes du Luxembourg ont posé un problème dont l'actualité est allé depuis en s'accroissant : celui de nos rapports avec les partis réformistes (PC, PS) et de leur invitation éventuelle à la rencontre. En effet on constate actuellement une évolution des militantes de ces organisations : jusqu'alors farouchement opposées à l'idée même d'un mouvement autonome des femmes, elles se retrouvent aujourd'hui aux côtés des féministes non seulement dans des manifestations comme en Italie, dans des campagnes comme en Angleterre, mais aussi dans les structures même du mouvement autonome comme en Espagne.

Dans la mesure où il s'agit là d'un débat relativement nouveau pour nous et extrêmement important il reste pour l'instant à reprendre dans nos prochaines réunions. Il va sans dire que pour nous il ne s'agit pas d'un débat formel mais du problème de l'élargissement du mouvement.

prochaines réunions :

le 9/10 octobre : réunion parisienne et nationale à Paris
ROU. -> 14H. Justine - amph 34

le 16/17 octobre : à Londres -> réunion des déléguées.

les 27/29 novembre ou les 15/16/17 janvier à Paris (dates proposées)

pour les tépés paus ou à palette passez commando :
Sylvie RICHARD - rue des paries - 75020 Paris.

réunion de la commission, tous les mercredis à 19H
chez Sylvie - Commission de préparation à la rencontre.

Rencontre Européenne 0000

soutien financier : chèque à rédiger au nom de Sylvie Richard.

La rentrée c'est le coup de barre

A pas pesants je suis sortie du super-marché : les sacs étaient lourds et les prix aussi : 6,80 francs le kilo de courgettes ce matin et 2,80 francs le kilo de tomates. De toutes petites pommes de terres, trop petites pour faire des frites, mais les moins chères, à 2,90 francs le kilo. Un roti de porc à 32,33 francs le kilo fait trois repas pour trois personnes. Je ne parle pas de la viande rouge qui revient au minimum à 6 francs par personne.

Chaque année au mois de septembre, l'augmentation des prix s'est accélérée et nous attend. On a beau le savoir, ça fait grogner d'inquiétude parce que ça empire.

Chaque année et particulièrement l'été, les enfants grandissent. Beaucoup de gens s'organisent et se passent les vêtements trop petits mais nettoyables. Puis il arrive un âge où tout est trop usé ou même disparaît : aucun pantalon ne résiste au square, au trottoir ni à la cour de l'école ; les fermetures éclair, les manches, les capuchons supportent mal les jeux et ne passent pas la saison. On a aussi intérêt à marquer les foulards, les gants et les mouchoirs, si on veut les revoir ! Ça se calcule en heures de travail et il reste à espérer qu'ils ne seront pas perdus à l'école.

L'an dernier, Dominique, a perdu son duffle-coat (non marqué... et récupéré par quelqu'un d'autre à l'école) : 120 francs, on lui achète donc un anorak... qu'il perd en jouant dans la forêt : 110 francs. Il a aussi grandi et il ne lui reste qu'un pantalon. Donc je calcule qu'il faudra entre 250 et 300 francs. Pour un anorak, deux pantalons, une paire de chaussures (ses pieds ont grandi également) c'est à dire le strict minimum.

Cette année je compte entre 12 et 15 % d'augmentation par rapport à l'an dernier, tandis que mon salaire n'a augmenté que de 7 % en un an ! Si j'avais trois ou quatre enfants, comment je m'en sortirais ?

Choisir le nombre d'enfants quand il y a de telles limites d'argent de temps, de temps, de sentiments et de contraception et d'avortement ? Je trouve ce choix amer.

Cette année plus d'un million de personnes seront au chômage, et d'autres souffriront d'instabilité d'emploi.

A 53 ans... licenciée il y a un an pour cause économique a terminé sa formation professionnelle d'employée de bureau (elle était OS) mais ne trouve pas de travail.

M... ne sera pas titularisée parce que sa boîte ne titularise plus : elle gagne 700 francs mensuels de moins pour le même travail que les titulaires.

P... est parti au service militaire parce qu'il ne trouvait pas de travail et C... revient du service militaire .. et ne trouve pas de travail !



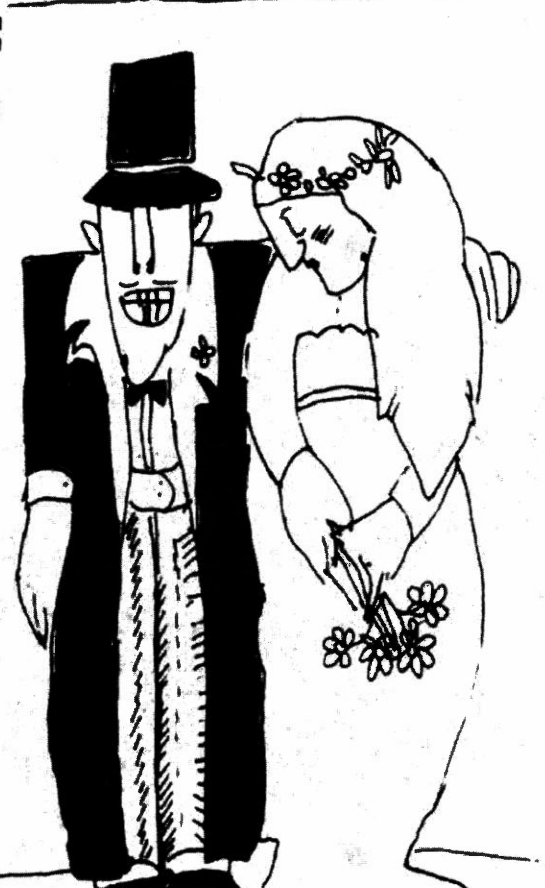
Cette année le gouvernement s'est renouvelé, traduisant par un changement d'équipe son incapacité à résoudre la crise économique. La côte des femmes est en baisse : plus de secrétariat à la condition féminine mais une déléguée (décentralisée), femme-complice d'un gouvernement qui nous impose de nous serrer la ceinture.

Cette année nous continuerons à soulever cette chappe d'amertume, tissée de mille réalités quotidiennes : les prix, l'incompréhension, l'inquiétude, etc...

A suivre plus concrètement

LE COMBLE DE LA FEMINITE, C'EST ETRE SEREINE DESSUS ET TROUBLANTE DESSOUS

Il n'y a pas que les femmes qui se mettent à nu



LES HOMMES SE SONT MIS A AIMER LES COLLANTS.

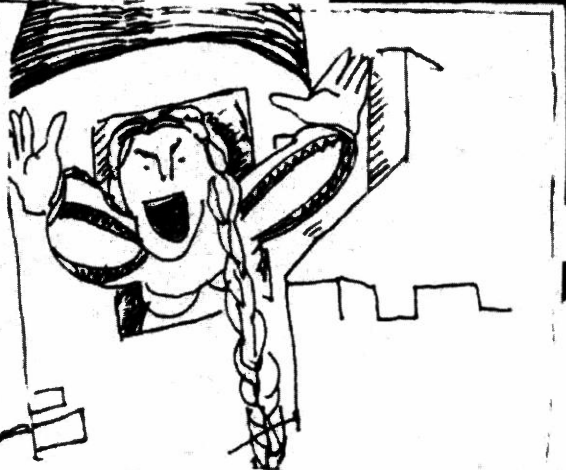


L'homme objet : Que va-t-il se passer si les femmes nous mettent la main aux fesses ? Que mijotent-elles quand elles ont envie d'embarquer un homme ?

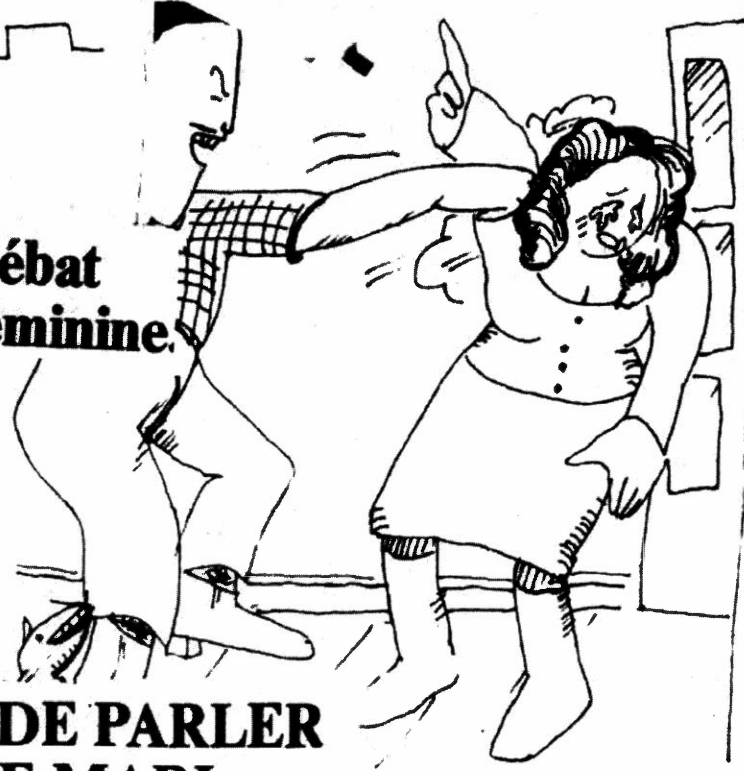
Pourquoi se maquiller de cambouis et frôler la dépression nerveuse quand il existe un service créé exprès pour nous, les analphabètes de la mécanique, les retardées du moteur ?



DEPUIS PEU,



Lire régulièrement l'Express, c'est apporter au débat politique, votre intelligence et votre sensibilité féminine. Votre mari n'attendait que cela !



PARCE QUE C'EST IMPORTANT DE PARLER LE MEME LANGAGE QUE VOTRE MARI.